



CASDAR Co-Innovation **RENOUER** 2023-2025

RENOUvellement des actifs : Coop**ER**ation entre organisations locales pour l'accompagnement de nouveaux projets.

Séminaire du 2 octobre 2023, FIAP, PARIS.



		09:30	09:55
	CLIQUER sur les titres pour aller au diaporama concerné		
	Introduction : présentation du projet RENOUER Positionnement du sujet et place de ce séminaire. Christophe Perrot (Idele)	09:55	10:15
	Revue bibliographique montrant la diversité des travaux français et européens. Jade Ballot (doctorante en sociologie, Idele), Guilhem Anzalone (ESA), Romain Melot (INRAE)	10:15	10:55
Sélection de travaux récents mettant en évidence la nécessité d'élargir le recrutement et de mieux prendre en compte et accompagner la diversité d'actifs et de projets	Enseignements du rapport du CGAAER <i>Évaluation du fonctionnement des structures chargées de la préparation à l'installation en agriculture</i> par Jean-Marie Marx, ancien membre du CGAAER co-auteur du rapport et co-président du GT Installation-Transmission pour la concertation nationale Pacte/LOAA.	10:55	11:40
	PAUSE	11:40	11:45
	Analyse compréhensive de la multiplication des initiatives volontaires de soutien à l'installation par Cécile Gazo (doctorante en sociologie Institut National Polytechnique de Toulouse)	11:45	12:30
	Spécificités sectorielles: difficultés de la plupart des secteurs de l'élevage pour renouveler leurs actifs. Dynamiques d'installations en élevage : analyse des points de vue des acteurs du système socio-économique d'un territoire. Mickael Lardenois (Chambres Agriculture France)).	12:30	13:00
	(présentation du 07/12/2023. Politiques Foncières et initiatives foncières innovantes en Europe. Principaux enseignements du projet RURALIZATION. William LOVELUCK, Terre de Liens)		



<p><i>Débat avec les parties prenantes sur les freins à l'installation et les leviers d'action, l'explicitation des points de consensus et de dissensus.</i></p>	<p><u>Introduction à partir d'un exposé retraçant les échanges dans RENOUER (catégories de frein, leviers envisagés, points de consensus et de dissensus, identification des angles morts). Christophe Perrot et Jade Ballot</u></p>				14:10	14:40
	<p>Table ronde sur la diversité des installations et des projets des nouveaux entrants en agriculture: mieux la comprendre pour mieux l'accompagner</p> <ul style="list-style-type: none"> Parties Prenantes. CDAFrance (Loïc Guines), JA (Jérémy Dufils), Trame (Eric Charbonnier), Gaec et sociétés (Romain Quesnel). Partenaires de RENOUER, Terres de Liens (Vincent Jannot, CIAP Pays de la Loire (Patrick Baron), FNCUMA (Hervé Bossuat), LCA (Charles Guillaume), enseignement secondaire agricole (Elodie Olivier). Personnalités invitées: MSA, FNSAFER, CEP-MASA (Jean-Noel Depeyrot), GIS Avenir Elevage (Marie-Odile Nozières –INRAE, Philippe Lescoat – APT). 				14:40	16:40
	<p>Conclusion par Cécile Détang-Dessendre, Directrice Scientifique Adjointe "Agriculture" d'INRAE, Comité d'Orientation Scientifique des RMT FILARMONI (Ecoomie) et Travail en agriculture</p>				16:40	16:50



CASDAR Co-Innovation **RENOUER** 2023-2025

RENOUvellement des actifs : Coop**ER**ation entre organisations locales
pour l'accompagnement de nouveaux projets.

Introduction

Christophe Perrot

Séminaire du 2 octobre 2023, FIAP, PARIS.



Contexte

- **La diversité et les nouveaux profils des entrants interrogent** les acteurs de l'accompagnement à l'installation, et plus globalement l'écosystème autour de l'agriculture
- **Ecarts/inadéquation entre l'offre de fermes ou de places d'associés à reprendre et les attentes de ces nouveaux publics**
- **Méconnaissance et/ou inadéquation des outils mis en place** par les pouvoirs publics et la profession agricole

Finalités

- **favoriser le renouvellement des actifs en agriculture,**
 - **en facilitant l'installation de nouveaux candidats**
 - **en renouvelant les modalités d'accès à l'activité agricole**
- **accompagner les transitions agro-écologiques** que peuvent favoriser ce renouvellement de la population agricole et rurale.

Objectifs du projet

- ❖ **identifier les caractéristiques, attentes et besoins des nouveaux candidats à l'activité agricole ;**
- ❖ **élaborer des modalités de coopération entre organisations (développement agricole, territoires, filières) pour traiter un enjeu qui implique une pluralité de structures.**



Y 000 contactent d'autres structures que PAI mais ne s'installent pas MSA

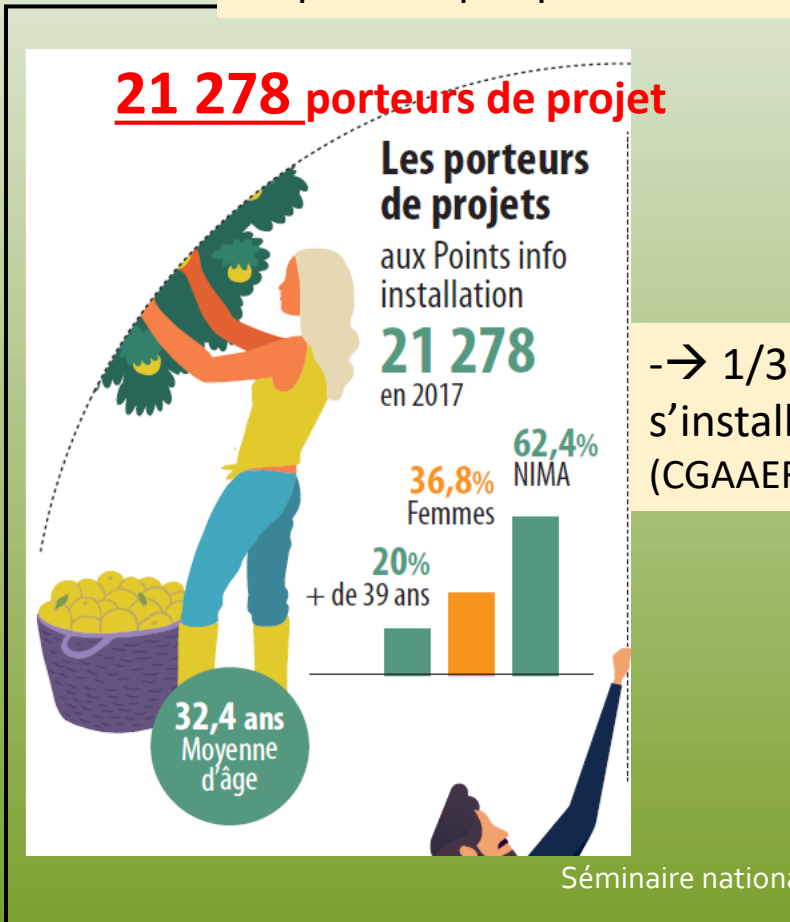
X 000 installés MSA ne passent pas par PAI

Z 000 installés comme Cotisants solidaires MSA (une activité pas un emploi)

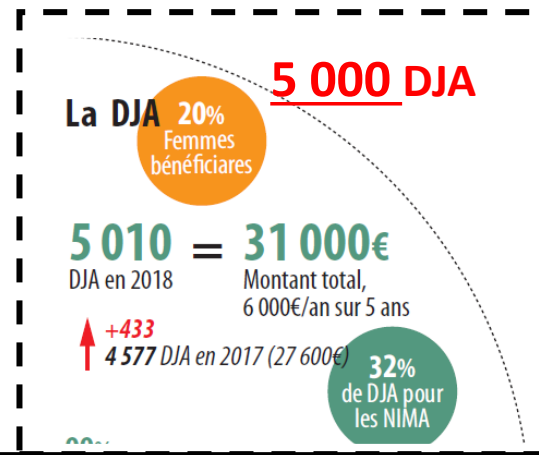


LES NOUVEAUX ET NOUVELLES INSTALLÉ.E.S (MSA)

13 052 immatriculations MSA dont 27% >40 ans +873 transferts entre époux



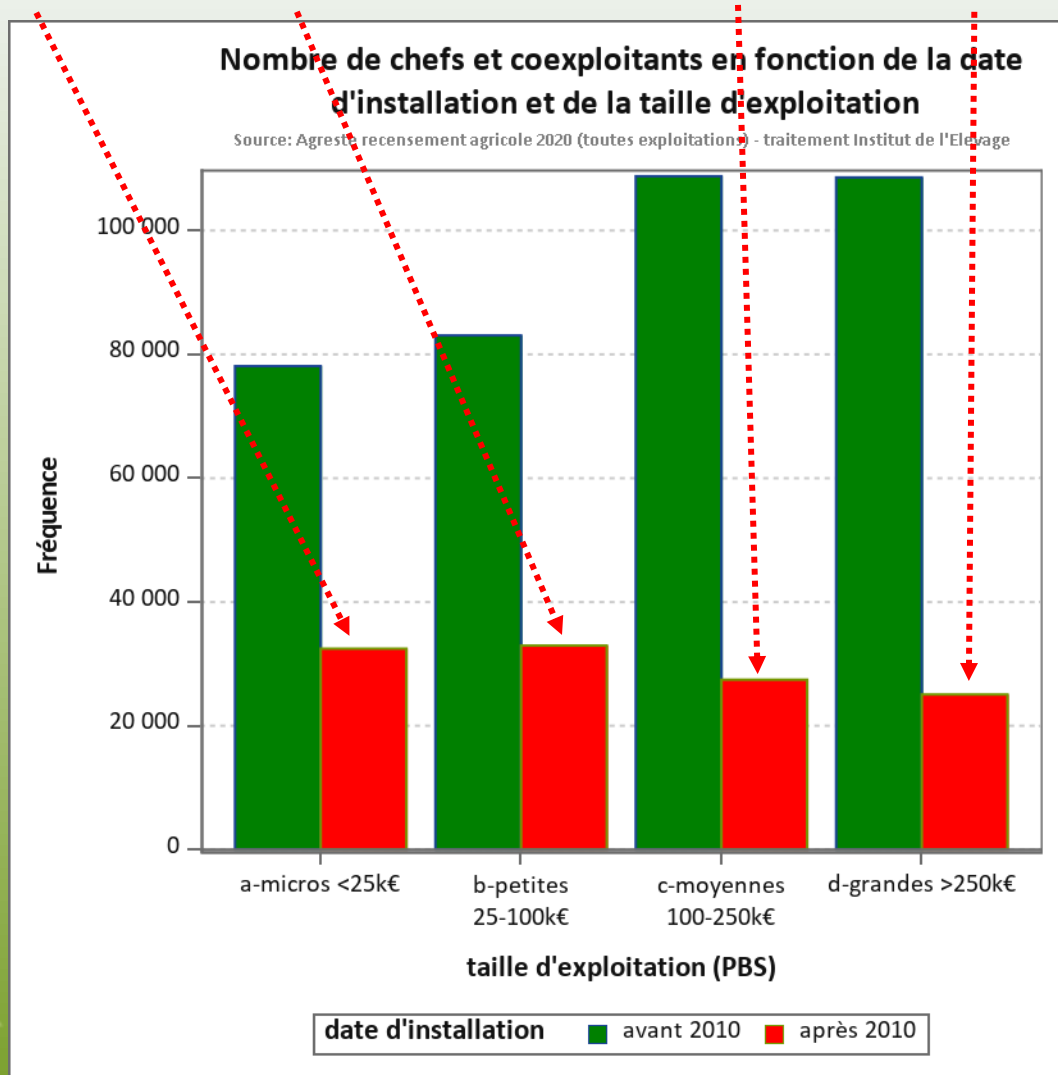
-> 1/3 s'installent (CGAAER, 2022)



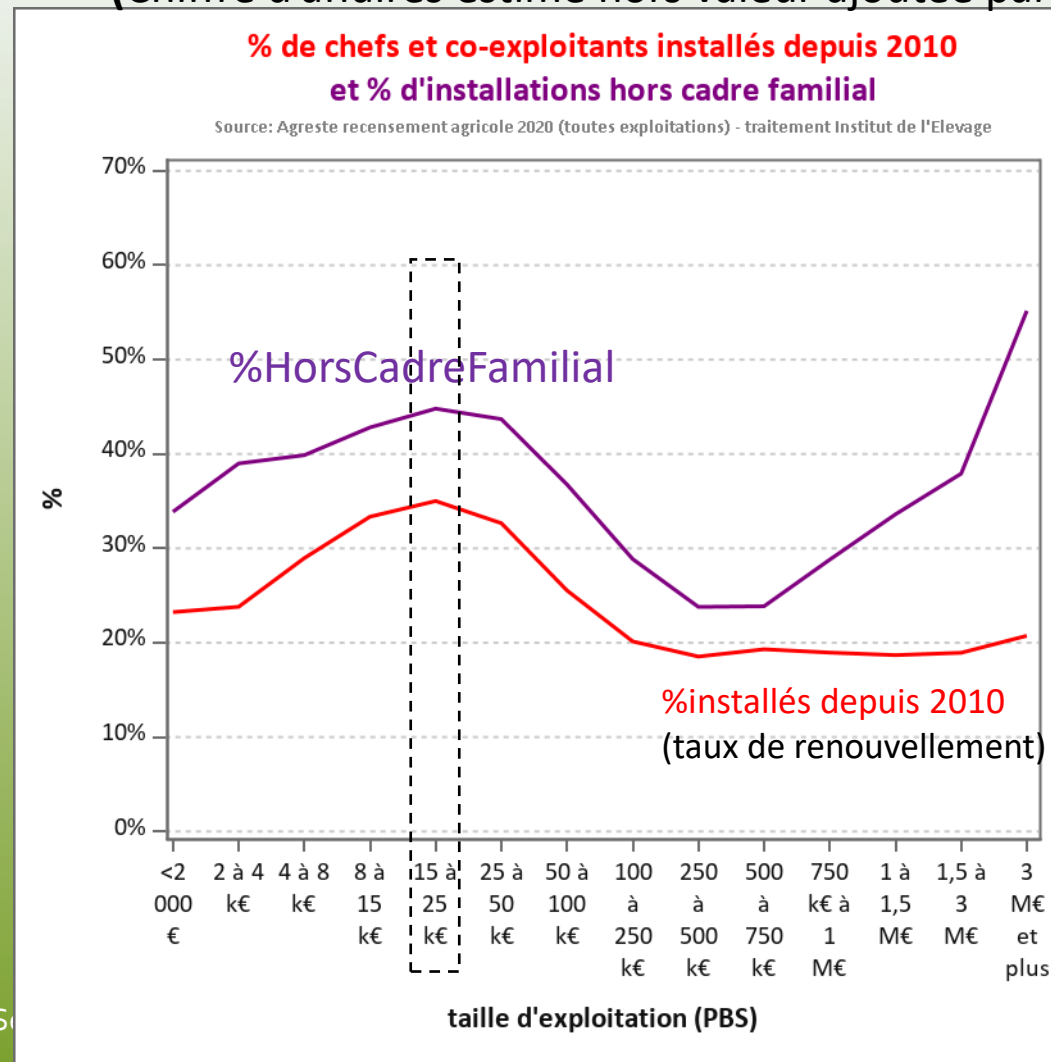
Source: Rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental (Coly, 2020: ENTRE TRANSMETTRE ET S'INSTALLER, L'AVENIR DE L'AGRICULTURE !) d'après MAAF/DGER



Plus d'installations dans les micro-fermes et petites, que dans les moyennes et grandes



Taux de renouvellement et de Hors Cadre Familial maxi entre 15000 et 25000 € de Produit Brut Standard (Chiffre d'affaires estimé hors valeur ajoutée particulière)





Action 1. Création de dispositifs transversaux de production de connaissances sur le renouvellement des actifs.

- **Etat des lieux et construction d'un diagnostic partagé au niveau national [débat contradictoire; consensus et dissensus]**
- Valorisation des nouvelles informations apportées par le **recensement agricole 2020**
- Approfondissement du diagnostic à l'échelle régionale et organisation de **focus group avec acteurs locaux**
- **Cartographie des données et des flux pour révéler les angles morts**
- **Attitudes, attentes, projets et trajectoires réelles des candidats à l'installation**

Action 2. Étude de dynamiques d'installation innovantes et de leur accompagnement.

Analyser des études de cas :

- **installations collectives** (projets collectifs de NIMA, mais aussi succession sur ferme familiale avec accueil de nouveaux associés pour un nouveau projet)
- **installations territorialisées**, favorisées par des acteurs territoriaux en termes d'accès au foncier (portage,...), originales en termes de commercialisation des produits, de lien aux citoyens et au territoire
- **installations appuyées par des dispositifs coopératifs** (des espaces tests au soutien de coopératives dans des projets individuels).

Action 3. Mutualisation d'outils. Communication et diffusion des résultats

- **Elaborer des modalités de coopération entre organisations**
- **Création d'une boîte à outils d'accompagnement et de sensibilisation**
- **Implication de l'enseignement agricole**
- **Réaliser le bilan du projet (Recommandations concernant les politiques publiques, Organisation d'un séminaire de clôture)**



Revue bibliographique

Jade Ballot, Guilhem Anzalone, Romain Melot, William Loveluck



- Sélection de résultats de recherche à l'international et focus sur quelques projets européens
- Sélection de résultats issus de recherches en France



- **Sélection de résultats à l'international :**
"A young farmer problem in Europe" ?



Renouvellement des générations et structures foncières
Profil des porteurs de projet
Articulation cédants /porteurs de projet
Profil des fermes et stratégies de reprise



- **Une crise démographique** accentuée dans certaines régions de l'Europe
 - fermes morcelées exploitées par des agriculteurs âgés dans la zone méditerranéenne, micro-exploitations issues de la transition post-soviétique dans certains pays de l'est (Zagata & Sutherland, 2015)
- **Les déterminants du marché foncier**
 - Ilberry et al. (2010) identifient le niveau élevé des valeurs foncières comme un obstacle à l'installation en Grande-Bretagne ...
- **... à l'inverse, Moragues (2015) observe en Espagne (Valence) des stratégies de rétention de la part des agriculteurs proches de la retraite**
 - les petites fermes peu valorisables à la vente sont conservées pour l'auto-subsistance ou des usages d'agrément



- Les porteurs de projet sont souvent davantage engagés dans des dynamiques de **diversification** agricole
 - (diversification à la fois des productions et des activités), en particulier (mais pas exclusivement) ceux non issus du milieu agricole (Sutherland et al., 2015 ; Suess-Reyes & Fuetsch, 2016)
- Ils sont plus soucieux de la **performance environnementale et sociale** de leur exploitation
 - ce qui fait écho à d'autres résultats d'enquête soulignant que les exploitants en agriculture biologique sont sur-représentés chez les porteurs de projet (Lobley et al., 2009).



- Difficultés de l'agriculteur âgé à cesser son activité pour des questions de statut social (Conway et al 2019), de politiques financières et fiscales (Leonard et al 2017) en Irlande
 - Comme en France, une planification limitée.
- Inadéquation des temporalités et des projets (dont structures d'exploitation)
 - y compris pour des transmissions progressives ou de associations (UK, Ingram et Kirwan 2011)
- L'"héritage" du métier (vocation), qui restreint le champ des candidats et en particulier des femmes.



- Le potentiel moindre des petites exploitations en termes d'innovation et de ressources (foncier, capital, connaissances, accès aux marchés) influe sur la probabilité de reprise : résultats en Italie (Fanelli, 2023).
 - Les petites exploitations extensives sont davantage reprises par des porteurs de projet **pluri-actifs** non issus du milieu agricole: résultats au Portugal (Pinto-Correia et al., 2015).
- A l'inverse, des recherches menées en Autriche (Glauben et al., 2004), Belgique (Calus et al, 2008) et Espagne (Aldonondo Ochoa et al., 2007) convergent pour souligner que les **exploitations de grande taille** ont une probabilité de reprise plus élevée, en particulier dans un cadre familial
 - Situation inverse pour les exploitations dont la valeur de capital est faible et proche de la valeur de liquidation (Calus et al, 2008).
- Plus généralement, l'absence de perspective de reprise des fermes est un facteur de **désinvestissement** dans l'exploitation ou de **simplification** des systèmes agricoles (Inwood & Sharp, 2012)
 - l'existence d'un repreneur identifié favorise à l'inverse l'investissement (Calus et al, 2008).

Freins et leviers identifiés dans les projets européens (Univ. Galway, 2020, RURALIZATION)

- **Accès au foncier**
 - Identifié comme le frein principal par plusieurs auteurs (e.g. Zagata et al. 2017; Helms et al. 2018).
- **Attractivité rurale et accès au marché du travail**
 - Enjeu de l'accès aux services (Projet SURE-Farm); accès à des emplois pour le conjoint, pour l'exploitant à temps partiel (dont travail saisonnier) (EP-Agri 2016)
- **Organisation des transmissions en amont**
 - Une succession de 8 étapes identifiées (Projet Farm Succession in Europe)
 - Restructuration des fermes pour des reprises multiples; Parrainages junior/senior (EIP-Agri 2016)
 - Forte variabilité suivant les pays du taux de repreneur identifié : 30% en France, 60% en Irlande (Projet FARMTRANSFERS)
- **Appui local aux projets**
 - Rôle joué par le soutien des collectivités (Projet A2L)
- **Accès à des formations diversifiées**
 - Formations techniques classiques, mais aussi commerciales (Zondag et al., 2015)
- **Réduire les inégalités de genre**
 - Favoriser les projets portés par les femmes (diversification)



NEWBIE

“New Entrant netWork: Business models for Innovation, entrepreneurship and resilience in European agriculture”

de nouveaux modèles économiques pour tous les entrants - des successeurs aux plus éloignées de l'agriculture - en dépassant les barrières à l'entrée.

Etat de l'art ; collecte d'exemples; développement de réseaux; création de boîte à outils



RURALIZATION Conceptual and Evaluation Frameworks

1) **Prospective analysis** concerning the rural world and the expectations of new generations regarding rural life

2) Analysis of **new entrants, newcomers** and **successors** in rural areas

3) Analysis of the issues related to **access to land** for rural regeneration and generational renewal in agriculture

1) Analysis of **land policies** that favour new entrants to agriculture and rural regeneration

2) Studying **land markets**, in particular the trends and mechanisms which impact access to land for new generations

3) Documenting, analysing and strengthening **innovative land practices** fostering access to land

Stakeholder involvement, communication and dissemination of results

Policy recommendations at local, regional and EU level





Sélection de résultats issus de recherches en France



- La moitié des exploitations en 2020 dirigées par un **exploitant âgé de 55 ans ou plus** → vieillissement qui génère de nombreux départs (MASA, 2022)
- Un tiers des exploitants de plus de 60 ans ne savent pas ce que deviendra leur exploitation dans les 3 années à venir, et pas **d'identification de repreneurs** (Barry, 2022)
- Limites de la politique publique d'installation : 68% d'installations non aidées en 2016 (Forget et al, 2019)
- Non renouvellement conjugué avec d'autres formes de **cessations d'activités** préoccupantes (faillite, départs précoces...) et développement de nouvelles formes organisationnelles : **délégation des travaux** (Anzalone et Purseigle, 2014)
- Maintien et hausse de la population agricole et dynamisme des territoires ruraux interdépendants → importance d'action sur les territoires ruraux
- Proportion croissante de **nouveaux installés non issus du milieu agricole** (Cour des comptes, 2023)



- Tradition de recherche sur le renouvellement des générations à travers les enjeux et représentations de la **transmission familiale**
 - dimensions symboliques de la transmission (Jacques-Jouvenot, 2014), rôle des femmes dans les exploitations lors des transmissions (Barthez, 1982) jusqu'aux obstacles des transmissions familiales (Bessière, 2010)
- Élargissement à d'**autres profils** : les Hors Cadre Familiaux et aux non Issus du milieu agricole et ceux en reconversion professionnelle
 - contraintes successives se présentant à la fois aux cédants et aux repreneurs. (Barthez 1999, Lataste et Chizelle 2015, Gillet 1999)
- **Perte de centralité** de la transmission familiale au profit de l'ouverture de la population agricole
 - décloisonnement social de la famille agricole avec une articulation plus forte avec d'autres préoccupations, d'autres rythmes, d'autres contraintes et opportunités. (Dubuisson-Quellier et Giraud 2010)
 - **diversité de profils** (âge, origine, niveau d'étude, motivations, type de projet) qualifiés de **néo-ruraux** (Roullier, 2011) ou de **néo-paysans** (Martin-Meyer, 2019), porteurs d'une agriculture comme **projet de vie** autre. (Morel, 2019)
- **Renouvellement des actifs plutôt que des générations**
 - prendre en compte des **évolutions sociales et économiques** qui dépassent de plus en plus la seule dimension générationnelle
 - Intégrer l'évolution des carrières, susceptibles d'être plus segmentées dans le temps dans les **trajectoires de vie**

- De nombreux articles scientifiques et universitaires paraissent chaque années
- Un attrait davantage amplifié dans les **formations d'ingénierie agro**
- De nombreux rapports issus des **organismes administratifs et ministériels** foisonnent (CGAER, Cour des Comptes...) et préconisent l'intégration des NIMA à "l'univers agricole" et une aide spécifique pour la conduite de projet de ces nouveaux installés.
- Des **guides à l'installation** créés par des organismes agricoles, des instituts, des personnes qui se sont installées
- De nombreuses **ressources de vulgarisation** des enjeux et des trajectoires de vie des installés (littérature grise, reportages...)
- → **Le sujet du renouvellement des actifs et ses enjeux ne sont plus uniquement cantonnés aux structures agricoles ou aux recherches en SHS et agronomie**

- Face aux différents constats, la question de l'installation de nouveaux actifs est **centrale dans l'agenda politique**.
 - Différents programmes nationaux et européens (Projet HAPPYTERR, projet TERREAU, projet ORGA'NIC...)
- La diversité et les nouveaux profils des candidats **interrogent les acteurs de l'accompagnement à l'installation**, et globalement l'écosystème autour de l'agriculture.
 - Banques, conseils et services, partenaires économiques, syndicats, organismes consulaires etc...)
- Au regard de ces enjeux transversaux, de son écosystème multi acteurs complexe, le renouvellement des actifs agricoles semble faire naître des **divergences de représentations** quant à ses modalités de mise en pratique.

SEMINAIRE NATIONAL CASDAR RENOUER

2 OCTOBRE 2023

JEAN-MARIE MARX

Rappel des objectifs GT2 - concertation PLOAA : installation transmission financement

Partager une vision commune sur les tendances d'ici 2040 :

- la démographie, les compétences, l'organisation des exploitations et les évolutions sociales en agriculture ;
- le changement climatique et les facteurs environnementaux ;
- la disponibilité des facteurs physiques de production ;
- les évolutions de la demande alimentaire.

Identifier les leviers de politiques publiques, les outils, les engagements des partenaires privés et associatifs en matière :

- d'orientation et de formation ;
- d'installation
- de transmission ;
- d'adaptation et de transition face au changement climatique.

Préciser les modalités de mise en œuvre de ces leviers et outils.

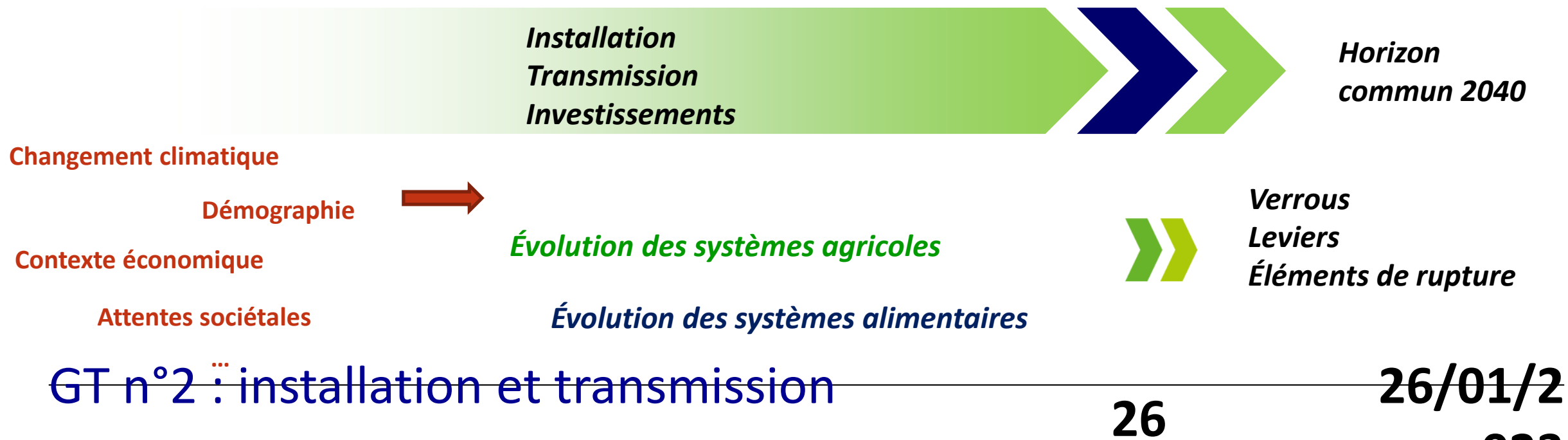
**Identifier les acteurs et les conditions
concrètes** pour que ces dispositions
puissent s'inscrire dans les réalités des
territoires.

**Définir le niveau de réglementation
nécessaire** pour chaque outil et les
conditions de leur mise en œuvre dans les
territoires.

Périmètre et enjeux du GT n°2



Comment assurer un renouvellement historique de génération d'actifs en agriculture, indispensable au maintien du potentiel de production de la France, dans un contexte de départs massifs d'ici 10 ans, tout en faisant face aux défis qui s'imposent à tous (climatiques, économiques, environnementaux, sanitaires, numérique, et sociétaux).



Rappel des enjeux démographiques

» Exploitations

- Entre 2010 et 2020, le nombre d'exploitations en France métropolitaine est passé de 490 000 à 389 800. Cela représente une diminution de 2 %/an en moyenne, contre -3 %/an cours de la décennie 2000-2010. La SAU n'ayant quasiment pas évolué depuis 2010 (27 Millions d'ha environ), la SAU moyenne par exploitation a augmenté de 25 % sur la période, passant de 55 à 69 ha.
- Les orientations technico-économiques (OTEX) animales connaissent les diminutions d'effectifs les plus importantes.
- L'agrandissement des exploitations s'accompagne du développement des formes sociétaires (EARL, GAEC, etc.), qui concernent 42 % des exploitations en 2020, contre 31 % en 2010.

Rappel des enjeux démographiques

» Main-d'œuvre

- Entre 2010 et 2020, la main-d'œuvre agricole a diminué moins rapidement que le nombre d'exploitations, et est passée de 739 700 à 682 800 ETP (hors ETA et CUMA). Diminution de 1.1 %/an en moyenne, contre -1,9 %/an entre 2000 et 2010.
- La main-d'œuvre familiale fournit les deux tiers des ETP des exploitations (444 800 ETP, 67 %), contre 21 % pour les salariés permanents (138 300 ETP) et 11 % pour les salariés temporaires (75 600 ETP).
- Le travail agricole familial continue de diminuer, alors que le travail salarié augmente (+7 100 ETP entre 2010 et 2020) et représente une part croissante de la main-d'œuvre agricole (32 % en 2020 contre 28 % en 2010).
- Les OTEX animales, et notamment bovines, sont celles qui reposent le plus largement sur de la main-d'œuvre familiale (92 % de la main-d'œuvre en bovins viande, 86 % en bovins mixte, et 85 % en bovin lait), même si le salariat s'y développe.
- Les OTEX maraîchage et horticulture, fruits et viticulture sont celles qui reposent le plus sur de la main-d'œuvre salariée (respectivement 66 %, 60 % et 57 % des ETP mobilisés).
- Les ETA et les CUMA emploient une part croissante de la main-d'œuvre agricole: +38% en 10 ans pour les ETA (14 800 ETP en 2020), +30% pour les CUMA en 10 ans (1 300 ETP en 2020).

Rappel des enjeux démographiques

» Vieillesse et féminisation

- En 2020, un quart des chefs d'exploitation a plus de 60 ans et la moitié a plus de 50 ans. Les salariés sont pour leur part nettement plus jeunes que les exploitants.
- 31 % des actifs agricoles étaient des femmes en 2020. Sur une longue période, le taux de féminisation du secteur agricole diminue nettement : 45 % en 1960, 35 % en 1988. La part des femmes parmi les chefs d'exploitation (exploitants et co-exploitants) stagne depuis plus de 10 ans aux alentours de 27 %. Parallèlement, la place des femmes dans le salariat tend à se réduire.
- L'accès des femmes au métier d'exploitant agricole se transforme : alors que jusqu'au milieu des années 2000, près de 40 % des installations de femmes se faisaient dans le cadre de transferts entre époux, ce chiffre n'était plus que de 17 % en 2016.

Rappel des enjeux démographiques

» Prospective

- Hypothèse de baisse de -1,2 % par an du nombre des exploitations, pour les dix prochaines années → 369 000 exploitations en 2030 (-47 000 entre 2020 et 2030).
- Le volume d'emploi continuera à se réduire, avec une perte de 35 000 à 72 000 ETP, selon les scénarios de la Dares et de France Stratégie.
- En 2020, un tiers des exploitants de plus de 60 ans ne savent pas ce que deviendra leur exploitation dans les 3 prochaines années et n'ont pas identifié de repreneurs.
- L'agrandissement de la taille des exploitations devrait conduire à la poursuite du développement du salariat, la main-d'œuvre salariée étant plus importante dans les structures de grande dimension économique.
- Les structures sociétaires, privilégiées par les exploitations de grande dimension, devraient continuer à se développer au détriment du statut d'exploitation individuelle.
- Environ un quart des agriculteurs de plus de 60 ans envisagent une transmission. Dans ce cas, le cadre familial reste largement privilégié (77 %) par rapport à la transmission à une personne non membre de la famille (23 %). La perspective d'une transmission familiale est d'autant plus forte que les exploitations concernées sont de grande dimension.

Rappel Mission CGAAER préparation installation

Contexte

- Les assises de l'installation de 2013
- La problématique du renouvellement des générations : 50 % de départs dans les 10 ans et plus de 30 % de non renouvellement
- La montée en puissance des NIMA (non issus du milieu agricole) et la diversité des projets
- Le transfert aux régions de la gestion de la DJA pour la période 2023-2027
- La loi de septembre 2018 sur la liberté de choisir son avenir professionnel
- Recentrage de l'intervention de VIVEA

La commande

Évaluation :

Fonctionnement des structures en charge de la mise en œuvre de la préparation à l'installation

- Place laissée aux différents acteurs
- Prise en compte de la diversité des installations (candidats et projets)

Gouvernance régionale – CRIT

Impact de la réforme de la formation

Éléments de contexte

- Évolution du nombre d'installations (Agreste)

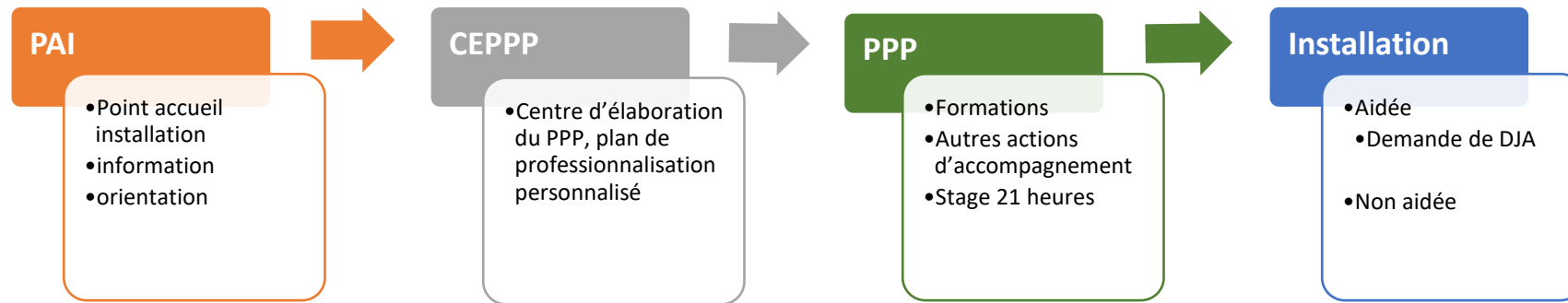
	2000	2005	2010	2015	2016	2017	2018	2019
Installations	14 704	13 472	12 016	13 940	13 067	13 202	13 052	12 656

- Évolution du nombre de DJA (Agreste)

	2000	2005	2010	2015	2016	2017	2018	2019	2020
DJA	6 314	5 234	4 679	3 801	4 130	4 577	5 010	4 990	4 829

Plus de 70 % des installés ont moins de 40 ans.

Vue d'ensemble sur la préparation à l'installation

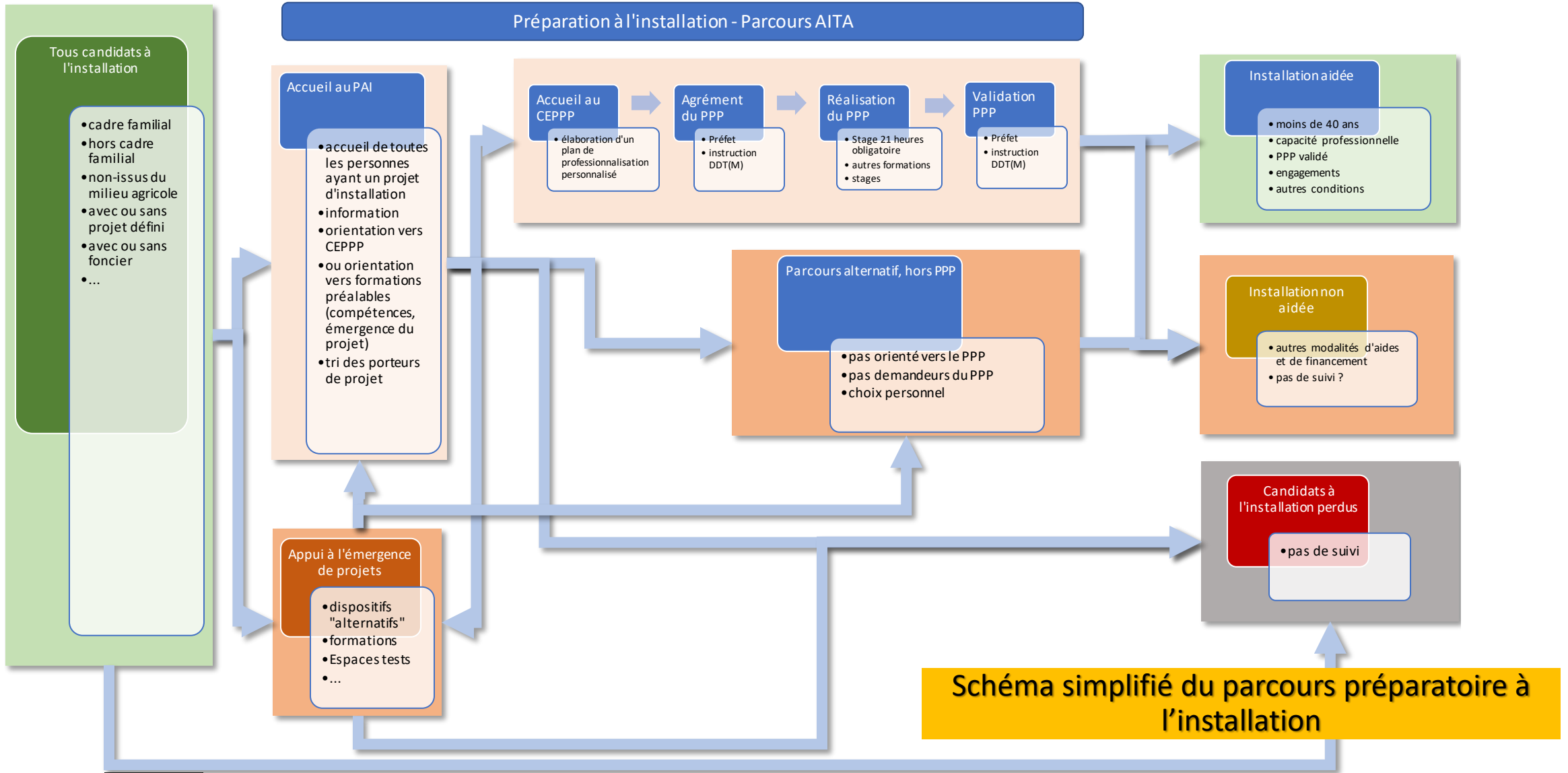


Le PAITA : programme d'accompagnement de l'installation et de la transmission en agriculture

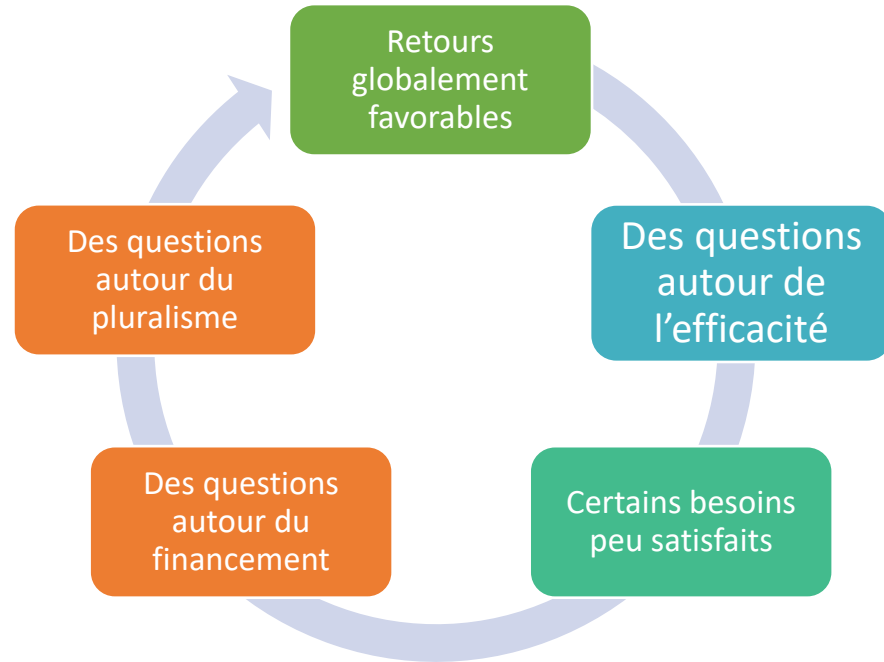
- Financement État (13,8 M€) et Régions (XX)
- PAI et CEPPP portés par des chambres d'agriculture, des associations
- PAI et CEPPP labellisés par État (préfet)

- Gouvernance nationale : comité national de l'installation transmission, CNIT
- Gouvernance régionale : comités régionaux de l'installation transmission, CRIT
- Co-présidences État et Régions

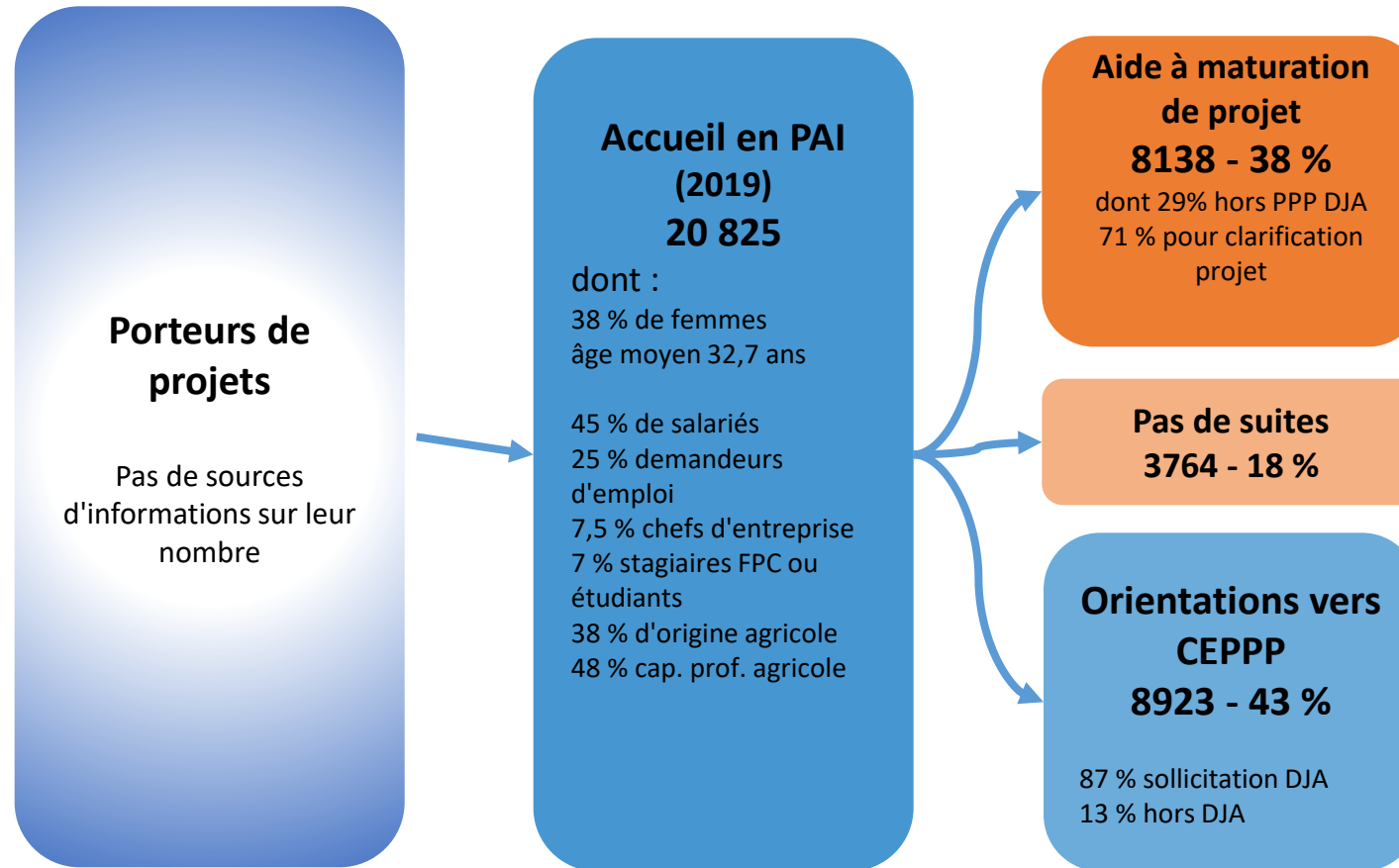
Préparation à l'installation - Parcours AITA



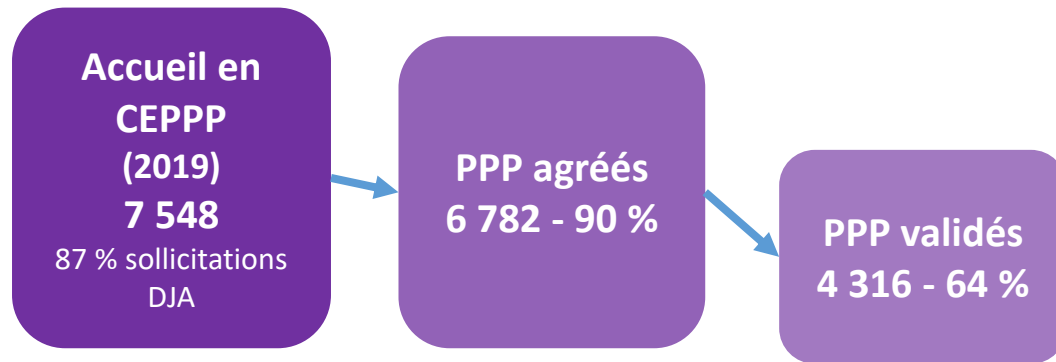
Quelques constats transversaux



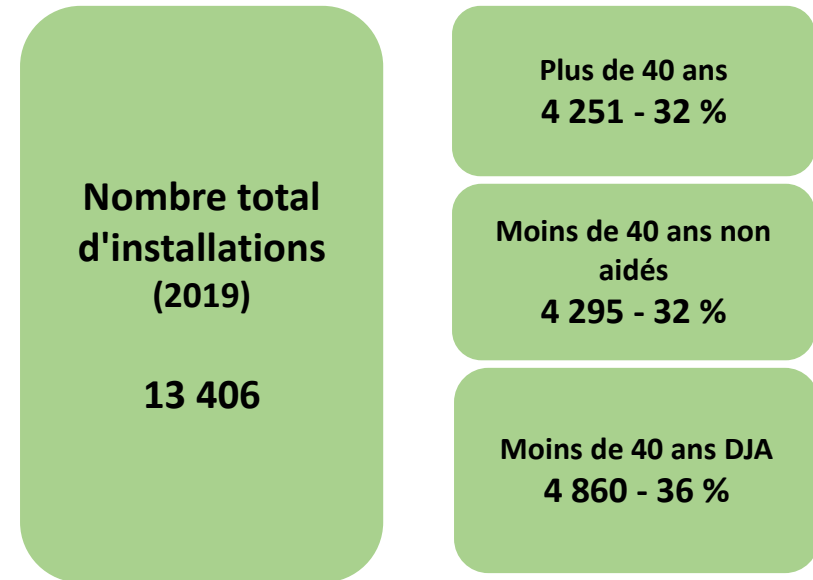
Flux de porteurs de projet du PAI au CEPPP



Flux de porteurs de projet de l'entrée à la sortie du CEPPP



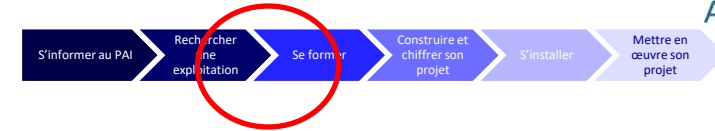
Répartition des installations



Propositions Installation

- Mobiliser de nouveaux viviers de futurs actifs agricoles
- Renforcement de la formation initiale et des passerelles avec l'EN
- Accompagnement de l'émergence de projets
- Soutenir la diversité des profils, des projets d'installation (plus résilients)
- Accompagnement renforcé, professionnalisé et coordonné : personnaliser et accompagner dans la durée
- Mieux prendre en compte les conditions sociales : pénibilité, organisation et temps de travail, congés, remplacement, travail en commun, logement...
- Point d'accueil unique
- Observatoire National Installation (ONIT)
- Gouvernance rénovée et renforcée, conférence des financeurs
- Vers quels modèles d'agriculture?

Le parcours à l'installation



» Pour la recherche d'une exploitation à reprendre ou à rejoindre en tant qu'associé et sa mise en relation avec un cédant : le porteur de projet peut consulter les offres :

- du Répertoire Départ Installation (Chambres d'agriculture départementales) ;
- des Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ;
- d'associations comme Terre de liens.



<https://repertoireinstallation.com/>



- » Le cédant déclare son intention de céder son activité agricole au mois 3 ans avant son départ prévu en retraite (« DICA » transmise à la Chambre d'agriculture du siège de l'exploitation.
- » Dans les départements qui en disposent, le cédant peut être accueilli dans le Point Accueil Transmission.
- » Dans le cadre du programme AITA, le cédant qui s'inscrit dans le cadre d'une cession à un porteur de projet souhaitant s'installer en dehors du cadre familial peut solliciter diverses aides du volet 5 dédié à la transmission :
 - La prise en charge du diagnostic de l'exploitation à céder,
 - L'aide incitative à la transmission de l'exploitation préalablement inscrite au Répertoire Départ Installation,
 - L'aide à la transmission globale du foncier,
 - La prise en charge du conseil d'accompagnement en amont à la transmission pour les futurs cédants
- » Deux aides au bénéfice des propriétaires bailleurs ou des cédants pour la location de la maison d'habitation et de bâtiments agricoles, sont exclusivement finançables sur crédits des collectivités territoriales .

Propositions Transmission

- Le foncier: un enjeu majeur (accès, financement, portage...)
- Nécessité de transparence : un diagnostic transmissibilité enrichi
- Nécessité d'une anticipation
- Enjeux économiques et aspects plus personnels
- Consensus sur l'existence d'une réglementation nationale sur le foncier
- Point d'accueil unique formation installation transmission

Les financements - Acteurs



Etat et banques publiques



Collectivités



Banques

Plateformes de financement participatif

Fonds propres



Autres



Les solutions actuelles pour élaborer la stratégie de financement lors de l'installation

- » La capacité du candidat à l'installation à mobiliser les outils financiers adaptés à son projet contribue au succès de celui-ci.
- » Il existe un large panel de solutions financières, amené à se diversifier encore plus, en réponse aux enjeux de l'installation (intensité capitaliste croissante, diversité des projets et des candidats à l'installation, risques croissants...):
 - **Limitation du montant du capital à reprendre:** crédit-bail ; location de bétail ; délégation d'élevage ...
 - **Progressivité de la reprise de l'outil de production :** reprise progressive des parts sociales de la ferme ; prêt vendeur...
 - **Adaptation des outils financiers :** prêts in fine; allongement de la durée du prêt; prêt familial; prêt d'honneur; subventions et aides publiques; solutions mise en œuvre par le cédant (location du capital au repreneur, avec achat progressif)...
 - **Financement du foncier :** fermage; portage par la Safer ; les banques et les collectivités locales ; achat collectif (GFA)
 - **Portage du capital :** formes sociétaires coopératives (SCOP, SCAEC...) ; apports de fonds propres par des capitaux extérieurs (fonds d'investissement ; société en aval de la filière; collectivités locales ou autres organismes dans le cadre d'une SCIC...)
 - **Sécurisation du projet :** fonds de garantie (SIAGI, INAF, ALTER'NA, FOSTER...); prêts flexibles; dispositifs de sécurisation du prix

Aides publiques en faveur de l'installation

» Plusieurs types d'aides publiques destinées à encourager le renouvellement des générations, principalement orientées vers les porteurs de projets:

- **Aides dans le cadre de la PAC**
- **Aides fiscales**
- **Aides sociales** : exonérations partielles et dégressives de cotisations sociales de MSA pendant les 5 premières années (36M€)
- **Autres aides nationales**: aides pour l'accompagnement à l'installation-transmission du programme AITA (20M€) ; garantie INAF ; réduction des frais d'enregistrement lors de l'acquisition de terres agricoles; aides de Pôle emploi (ACRE) ; priorité accordée aux nouveaux installés pour l'accès au foncier prévue dans les SDREA
- **Autres dispositifs régionaux ou des collectivités locales** intervenant en complément, notamment sur le foncier et la transmission (32M€), fonds de garantie, prêts d'honneur...

» Contexte et tendances

- Relever les défis économiques, climatiques, environnementaux, démographiques, et sociétaux → Besoin d'investissement pour moderniser les outils de production et faire évoluer les pratiques pour relever ces défis;
- Sophistication et modernisation des matériels agricoles nécessaires à la performance économique et environnementale des exploitations s'accompagnant de leur renchérissement et de besoins en financement croissant :
 - 10 à 12 Mds€/an investis dans le secteur agricole, taux d'investissement dans la moyenne européenne (30%, hors foncier);
 - Le secteur bancaire est le premier financeur externe des exploitations (60Mds€ d'encours de prêts en 2022, en augmentation);
 - Il existe malgré tout un déficit de financement, estimé de 1,3 à 1,7 Mds€/an.
 - A noter une répartition inégale de l'investissement, porté par une minorité d'acteurs (15% des exploitations concentrent 65% des volumes de prêts).

» Principaux leviers de financement

- Sources de financement des investissements :
 - **Les bénéfiques de fin d'année** : prééminence de la rémunération tirée de ses propres ventes pour financer un investissement soulignée lors des Etats généraux de l'alimentation, les banques étant ensuite le principal partenaire financier.
 - **L'endettement** (aidé ou non);
 - **Les capitaux propres** (épargne, héritage, financement par des investisseurs extérieurs, des proches).

Propositions Investissements/financement

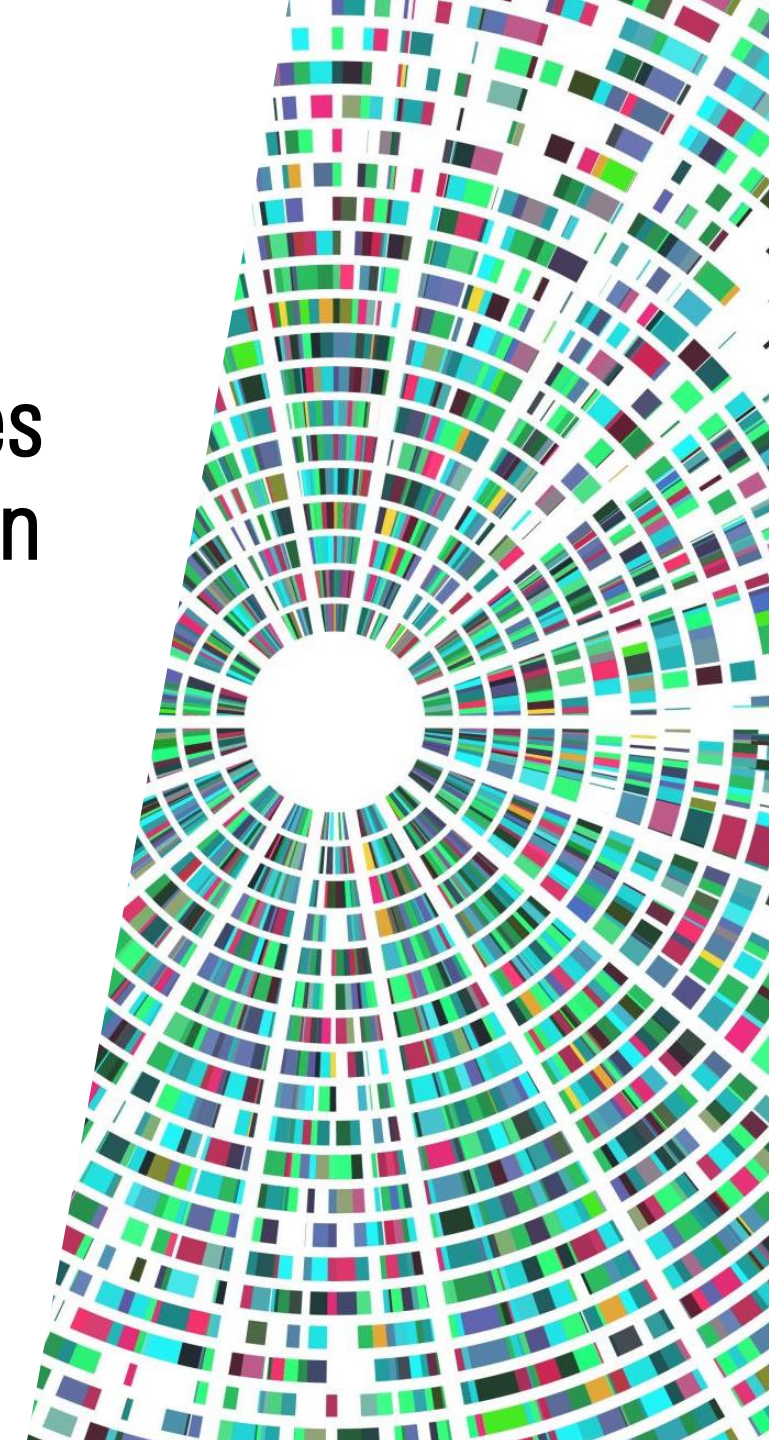
- Enjeux d'investissements
 - Transition agroécologique
 - Transition socio-économique
 - Formation et accompagnement de projets
 - Outils de portage
 - Immatériel
- Mieux couvrir les enjeux
 - Systèmes progressifs
 - Statut des entreprises
 - Territoires et multi-acteurs
 - Des garanties
- Action publique
 - Aléas et garanties
 - Fiscalité et dispositifs sociaux
 - Priorisation des filières?

Analyse compréhensive de la multiplication des initiatives volontaires de soutien à l'installation

Evolution des modalités d'entrée dans les métiers

Cécile GAZO
Sociologue

RENOUER - 2 octobre 2023



Quelques éléments de cadrage

Une thèse en convention CIFRE

➤ **Des résultats qui s'inscrivent dans un travail doctoral initié en 2019 sur la multiplication des dispositifs de soutien à l'installation**

60 entretiens avec des institutions publiques, des organisations professionnelles agricoles et des associations (région, national)

100 entretiens avec les fondateurs et parties prenantes de 10 initiatives volontaires

➤ **Trois régions d'enquête**

Auvergne Rhône Alpes, Bretagne, Occitanie

➤ **Un panel varié d'organisations étudiées**

2 espaces tests, 2 coopératives agricoles, 5 entreprises privées, Initiatives France (prêt d'honneur)

Un regard centré sur l'action publique et les causes de la multiplication des offres d'accompagnement à l'installation

Quelques éléments de cadrage

Imaginaire des personnes en reconversion professionnelle vers l'agriculture

Trois grands types de motivations

Articuler vie professionnelle et personnelle autour d'un même projet

Accéder à la propriété, vivre dans un cadre de vie épanouissant pour soi et ses enfants

Vivre ses convictions politiques, s'engager pour les transitions (écologiques, agricoles)

Recherche d'un autre rapport à l'environnement et à la nature, recherche d'un autre rapport à ses besoins, recherche d'un autre rapport aux autres et aux territoires

Recherche d'un autre rapport au travail

Être son propre patron, créer et mener un projet à son image, être utile, sortir de la division travail intellectuel/manuel

Une nébuleuse d'acteurs face à un même enjeu

Les constats de départ

- **L'enjeu du renouvellement des générations est différemment perçu comme un problème public.**

En fonction des époques, en fonction des acteurs, en fonction des régions et des filières. La manière d'appréhender le problème conduit à des politiques et instruments différents (modernisation vs assurer maintien d'agriculteurs sur le territoire)

Des **enjeux préoccupants** pour un nombre croissant d'organisations professionnelles.

- **Le constat de l'apparition d'initiatives privées et publiques très diverses qui viennent en complémentarité/concurrence avec le dispositif public national**

Un dispositif public étatique unique critiqué, contourné, supplémente.

- **Difficultés rencontrées par les acteurs publics pour « gouverner » l'installation.**

Un appareil statistique obsolète qui prend peu en compte l'évolution des profils de candidats à l'installation. Des fonds d'origines diverses.

I - Diversité d'acteurs, diversité d'enjeux

A l'origine de nouvelles initiatives

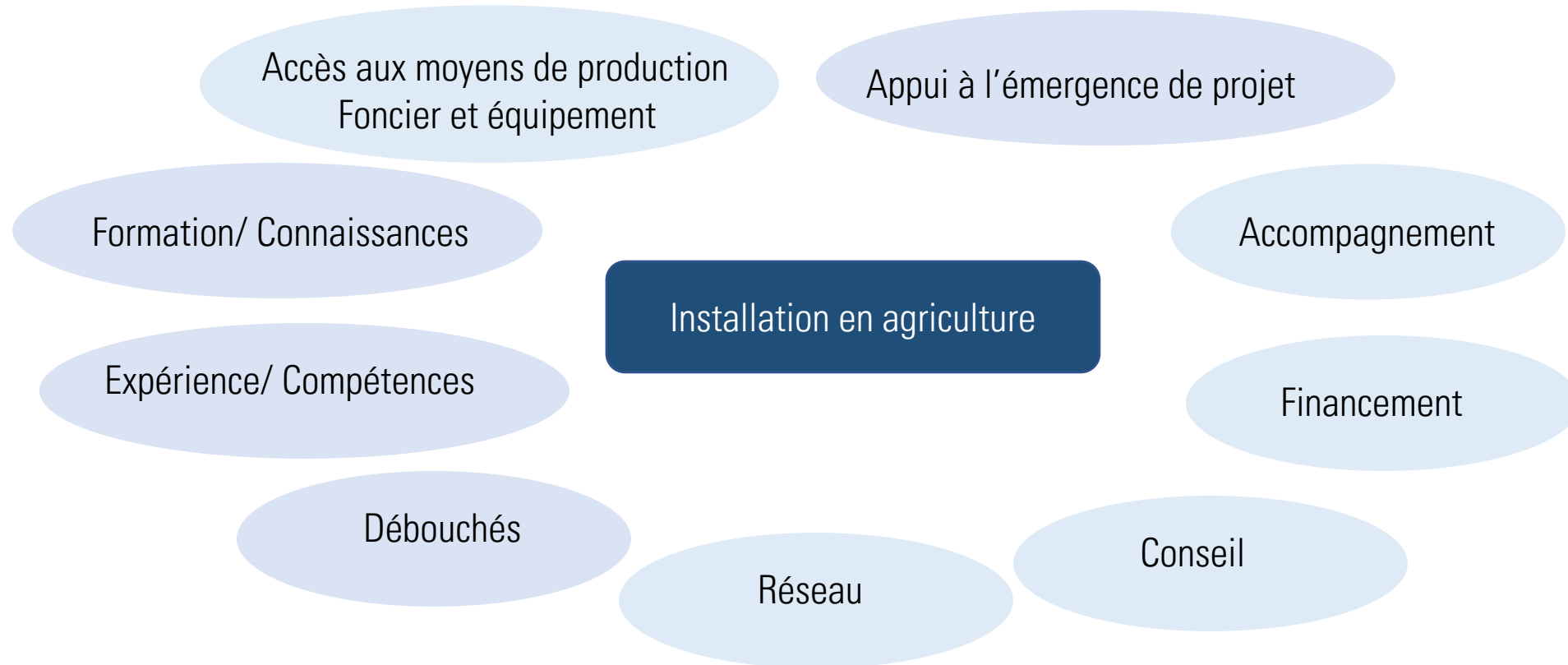
Coopération et filières	Chambres d'agriculture et OPA	Collectivités territoriales	Syndicats majoritaires et OPA	Associations paysannes	Entrepreneurs et startups
<ul style="list-style-type: none">• Renouveau des coopérateurs• Enjeux de collecte• Maintien des outils industriels	<ul style="list-style-type: none">• Maintien du tissu agricole• Légitimité d'existence	<ul style="list-style-type: none">• Maintien d'activité sur le territoire• Préservation emploi• Entretien du paysage	<ul style="list-style-type: none">• Maintien du tissu agricole• Renouveau des adhérents	<ul style="list-style-type: none">• Renforcement du poids de l'agriculture paysanne• Changement de modèle agricole	<ul style="list-style-type: none">• Développement personnel et professionnel• Changement rapide vers des pratiques agroécologiques

Sentiment d'urgence qui est de plus en plus présent.

La façon de concevoir le renouvellement agricole comme « problème public » a une influence sur la mise en œuvre de nouvelles initiatives et sur l'émergence de partenariats.

II - Pluralité des dimensions de l'installation

De multiples conditions à réunir, autant d'angles d'action possibles



L'installation peut être soutenue sous différents angles : autant d'initiatives possibles.

III - L'accompagnement à l'épreuve de la diversité

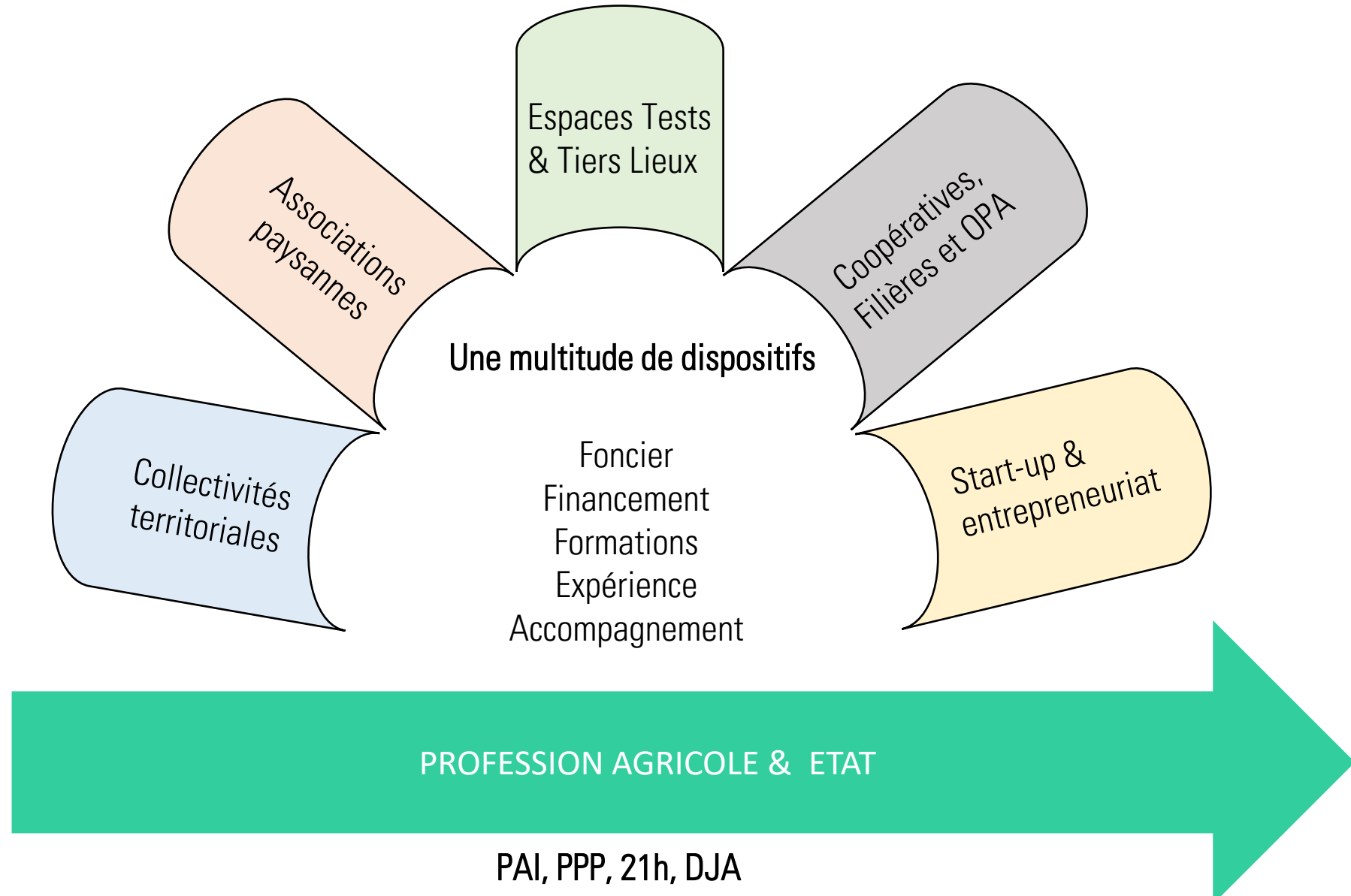
Des pratiques bousculées

- Evolution des profils de candidats à l'installation qui se présentent dans les Points accueil installation
- Diversification des profils / diversification des dispositifs : multiplication des portes d'entrées
- De nouveaux enjeux : recherche de sens, urgence climatique, enthousiasme autour de l'entrepreneuriat *mission, raison d'être, impact, lien social...*
- **Engouement pour l'agroécologie** : des appropriations différentes du terme en raison des dimensions sociales et techniques qu'il comporte.
- On retrouve des éléments similaires dans les motivations des fondateurs d'initiatives liées à l'entrepreneuriat (lien avec l'économie sociale et solidaire).

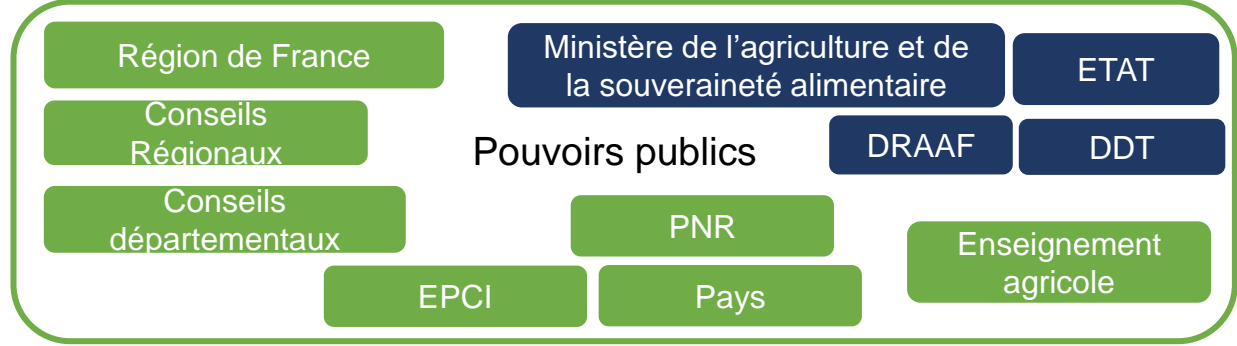
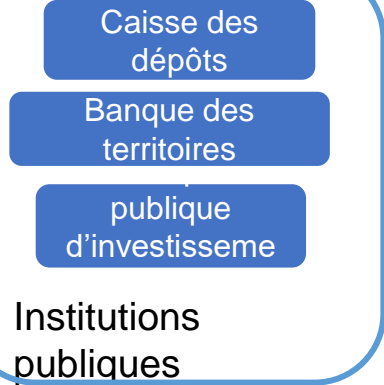
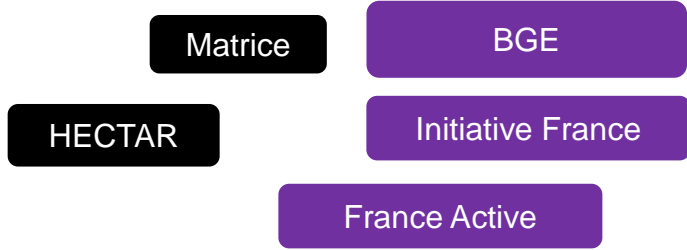
L'évolution des profils de candidats à l'installation et l'engouement social porté aux transitions écologiques et agroécologique conduisent à l'émergence de nouvelles initiatives.
Ces évolutions amènent également à revoir les dispositifs d'insertion dans les métiers.

Initiatives et action publique

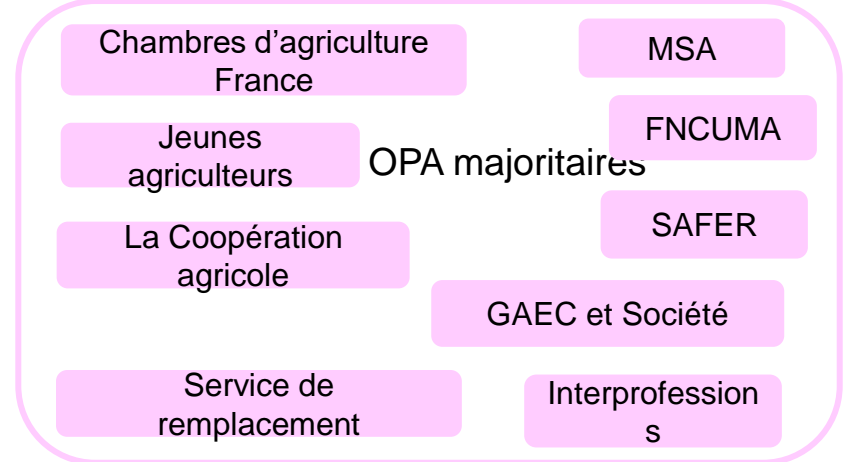
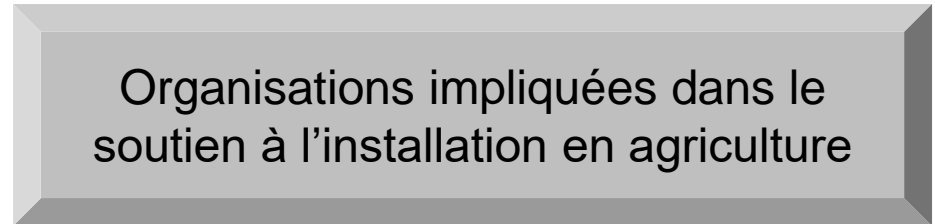
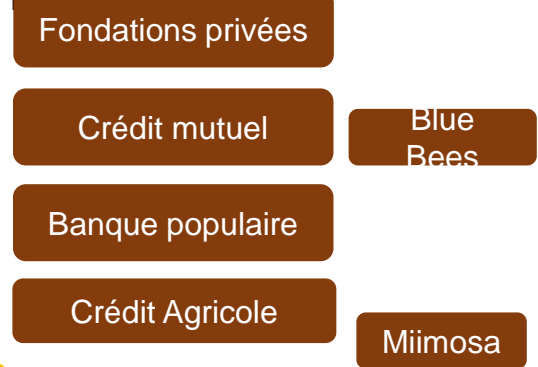
Quelle articulation dans les parcours d'installation ?



Accompagnement et formations entrepreneurs



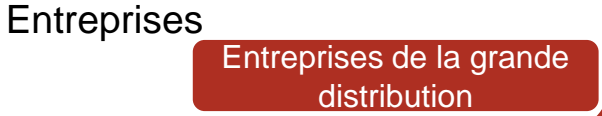
Banques et financement participatif



Centres de gestion



Entreprises



Start-ups et entreprises à mission



Autres associations

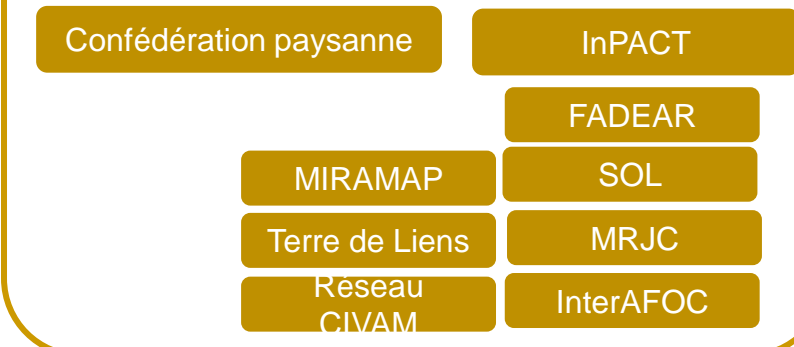


Espaces-tests et affiliés



Coordination rurale

Associations paysannes



Evolution des modalités d'entrée

Inadéquation cédants/repreneurs ?

L'importance croissante du « **projet** » individuel ou collectif.

Une façon de penser son installation qui est plébiscitée sur les réseaux sociaux et par de nouveaux dispositifs d'aide à l'installation (intervention d'un tiers dans la relation)

- Des **cédants invisibilisés** : on parle beaucoup de « *foncier qui va se libérer* » mais peu des savoirs faire, des modèles (circuits courts-coopératif)/ réseaux déjà en place.
- Le **côté novateur** du « tout est à créer », « tout est à repenser »
- Un moyen de maîtriser son modèle, d'être rassuré : **d'utiliser des références** (par exemple : dans le cas des micro-fermes et de certaines formations qui délivrent des business plan déjà rédigés)
- Un rapport à la mécanisation variable

Témoigne d'une méconnaissance, parfois d'un rejet, du monde agricole tel qu'il est dans le but de le réinventer

Enjeu autour de l'appropriation des organisations collectives pour des personnes dont la socialisation primaire n'est pas agricole.

Les initiatives volontaires comme révélateur

Causes et conséquences des transformations de l'action publique

Les principaux instruments mis en place par les politiques dédiées sont concurrencés du fait :

- de la méconnaissance et donc de la prise en charge insuffisante des nouveaux profils de candidats
- du désengagement progressif de l'Etat (suppression du cadre national, suppression du CNASEA et des ADASEA)
- de l'affaiblissement des opérateurs historiques (perte d'attractivité voire financier)

Nouvelles façons de concevoir la création d'activité en agriculture

- Faire de l'agriculteur un entrepreneur
- Evolutions dans les pratiques d'accompagnement – importation d'outils et de représentations de l'entreprise

L'installation en agriculture au carrefour de plusieurs enjeux

- Des initiatives qui s'appuient sur des politiques publiques diverses (formation, développement économique, relocalisation de l'alimentation, transition agroécologique, aménagement des territoires,...)
- Economie sociale et solidaire et finance à Impact pour la transition écologique procurent de nouvelles sources de financement et de légitimité

Remise en cause de l'organisation historique de l'action publique

Les initiatives volontaires comme révélateur

Les répercussions multiples et directes sur les modèles et le métier

Des méthodes et des objectifs propres pour installer et faire évoluer les modèles

Appui sur les nouveaux profils

- des trajectoires parfois similaires entre les candidats à l'installation et les fondateurs d'initiatives
- Evidance de soutenir tous les profils : du renouvellement des générations au changement de modèle agricole ?

Contraintes sur les modèles agricoles soutenus pour bénéficier du soutien de la société

- Conditionnent l'accès à la signature de baux ou de chartes
- Regards sur les projets lors de l'accompagnement

Généralisation des logiques entrepreneuriales

- Pour les candidats à l'installation
- Dans la création d'un marché de l'installation

Conclusion

Le moment « installation » : un objet qui cristallise les tensions

L'installation en agriculture, un terme qui ne va plus de soi pour penser l'entrée dans les métiers : **vers la fin des transmissions et de l'installation de carrière ?**

Pluralité des profils et des projets : **comment repenser l'accompagnement global et l'offre d'accompagnement ? Quelle déclinaison aux échelles locales et propre à chaque organisation ?**

Une banalisation de l'entrepreneuriat au moment de la création d'activité : **quelles conséquences sur l'identité des agriculteurs ?**

La question de l'installation apparaît comme n'étant plus l'apanage des seules organisations professionnelles.

Multiplication des initiatives de soutien à l'installation : **quels services et quelle lisibilité pour les candidats ? Comment chaque organisation peut penser son action en fonction de celles des autres acteurs (*Chambre d'agriculture, Espaces test, collectivité territoriales*)?**

Des politiques publiques en cours de remaniement : **quelle coordination des actions publiques, parapubliques et privées ?**

Qui pour gouverner l'installation en agriculture ?



Renouvellement des actifs, l'élevage de ruminants en première ligne.

Etat des lieux, freins et leviers,
propositions du Livre Blanc de la CNE

Christophe Perrot & Emmanuel Béguin (Institut de l'Élevage)

Productions végétales vs Elevage de ruminants:

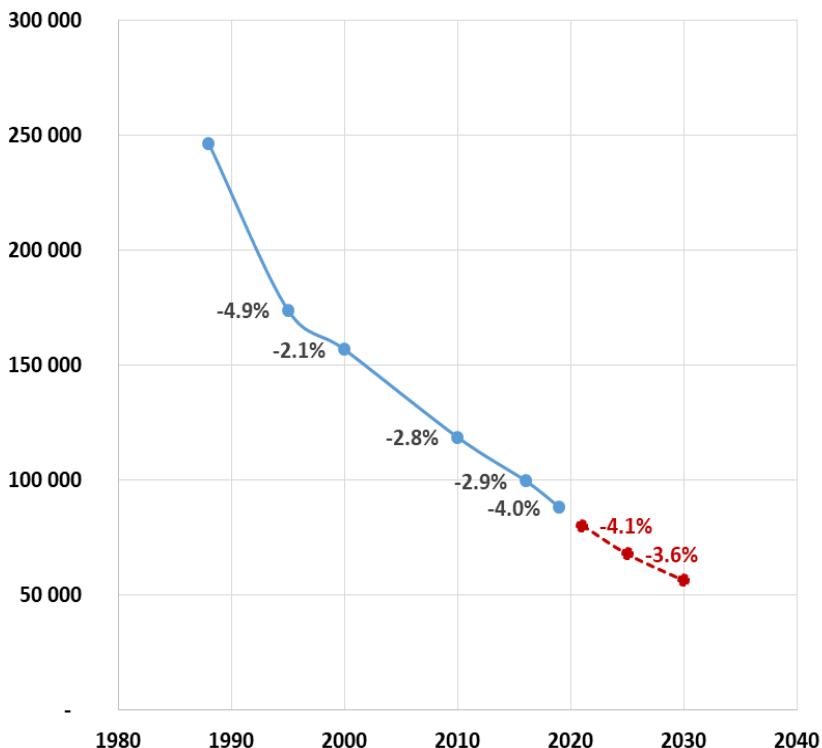
Des contrastes forts sur la nature du travail mobilisé,
des problématiques différentes

- **Les productions végétales reposent de plus en plus sur le salariat et la sous-traitance des travaux des cultures**
 - **MO Salariée=47% des Equivalents Temps Plein (ETP) des exploitations sans animaux (RA2020).**
 - 74% des travaux délégués aux ETA, CUMA, autres sont ordonnés par des exploitations sans animaux.
- **L'élevage de ruminants est basé sur de la main d'oeuvre « familiale » (non salariée) et est difficile à externaliser**
 - **MO Salariée=14% des ETP des exploitations avec ruminants** (significatifs) (Ovins viande: Ovins lait©)
 - **L'Elevage de ruminants** (significatifs), c'est
 - **37% des exploitations françaises**
 - **43% des chefs et coexploitants** (en nombre de personnes)
 - **50% des ETP « familiales »** (non salariées) (chefs, coexploitants conjoints, aides familiaux)
- **Difficultés de recrutement, faible délégation des travaux d'élevage, l'élevage de ruminants en première ligne pour affronter le choc démographique d'une génération sur le départ (classes pleines des installations 1980/90)**

Secteurs bovins: Un choc démographique aux conséquences encore plus fortes que prévu

Rythme de réduction des actifs (BL): inédit depuis début des quotas

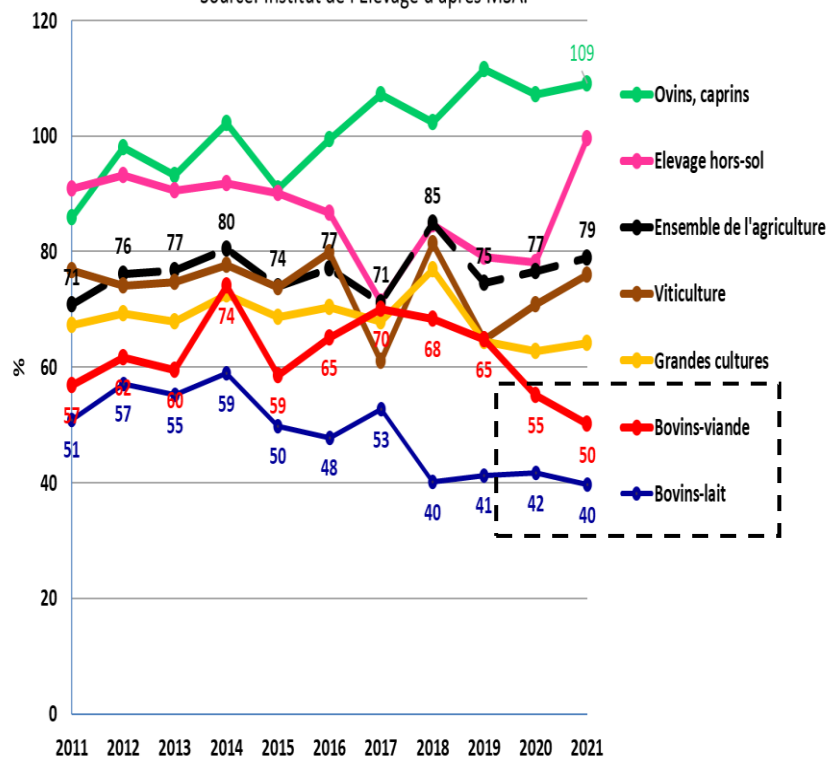
Nombre de chefs d'exploitation (tous coexploitants) dans les exploitations laitières et rythme de réduction (%/an)



Renouvellement des actifs: l'élevage bovin en 1^{ère} ligne

Taux de remplacement des départs par secteur (%).

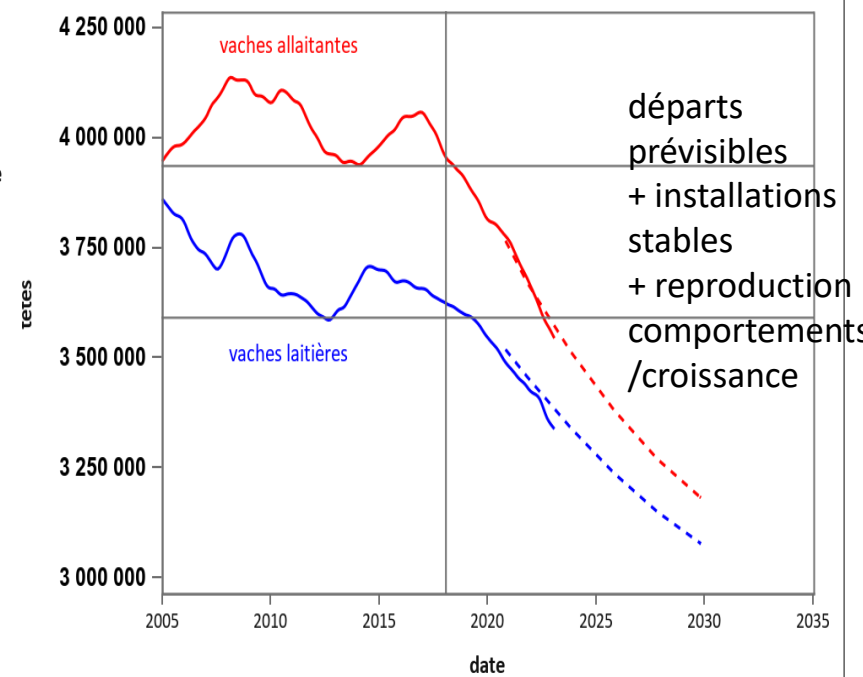
Source: Institut de l'Élevage d'après MSA.



La décapitalisation jusqu'où ?

Evolution du nombre de vaches laitières et allaitantes tendances désaisonnalisées et projection démographique (liée aux éleveurs) 2030

source: Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



départs prévisibles + installations stables + reproduction comportements /croissance

L'élevage bovin au plus haut de la vague démographique (50% des éleveurs actifs en 2018 seront partis en 2027).

Les agriculteurs sans élevage sont plus âgés mais leurs carrières sont différentes

(exemple grandes cultures: ni départs précoces, ni carrières courtes et prolongations possibles)

Chefs et coexploitants	Nombre de personnes	<40 ans	>=50 ans	>= 55 ans	>= 60 ans	>= 63 ans
avec atelier ruminants de taille significative	211 000	23%	53%	37%	17%	8%
sans élevage (ni herbivore ni granivore)	221 800	17%	63%	48%	32%	23%
dont hors micro exploitations (Produit Brut Standard >=25000€)	153 900	20%	57%	41%	23%	14%
Tous agriculteurs	496 400	20%	59%	43%	25%	17%

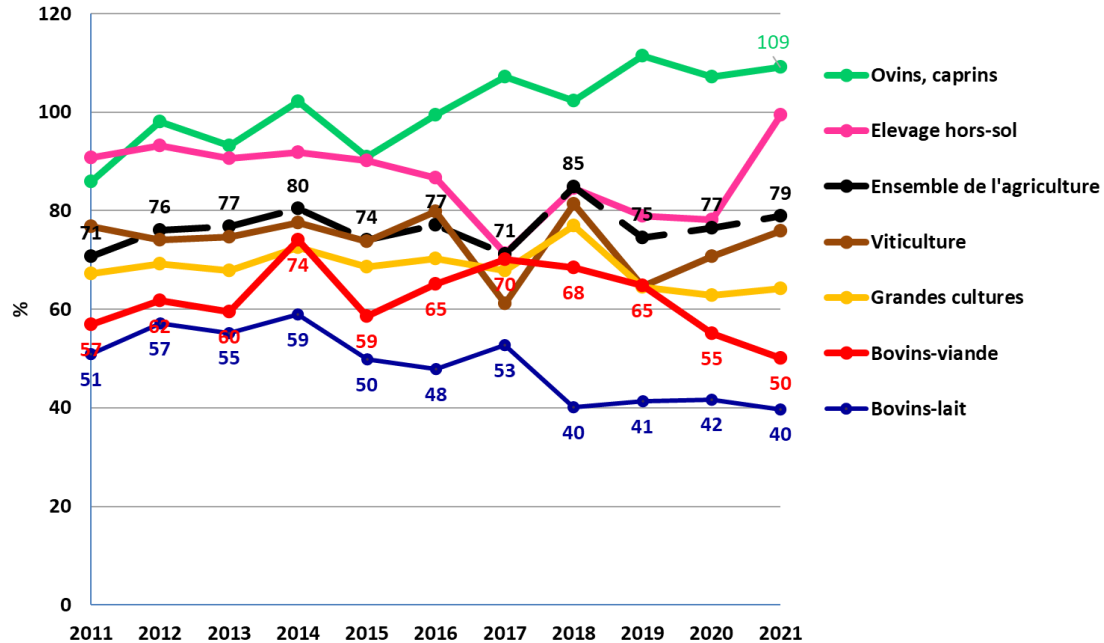
source: Agreste recensement agricole 2020 - traitement Institut de l'Elevage

Une attractivité très variable au sein de l'élevage et multifactorielle (accessibilité, rentabilité/investissements/travail, image)

Taux de remplacement

Figure 5. Taux de remplacement des départs par secteur (%).

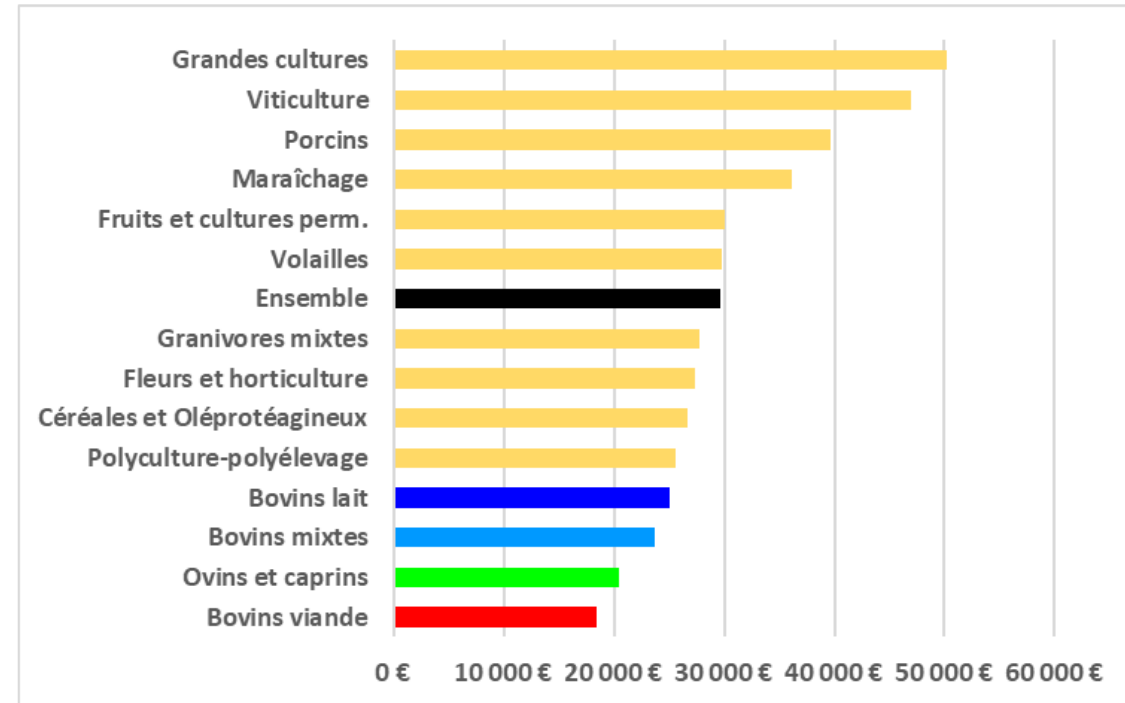
Source: Institut de l'Élevage d'après MSA.



Revenu agricole

Figure 7 : Résultat courant avant impôts par Unité de Travail Annuel non salarié (moyenne 2010-2020 par orientation en € constants 2020).

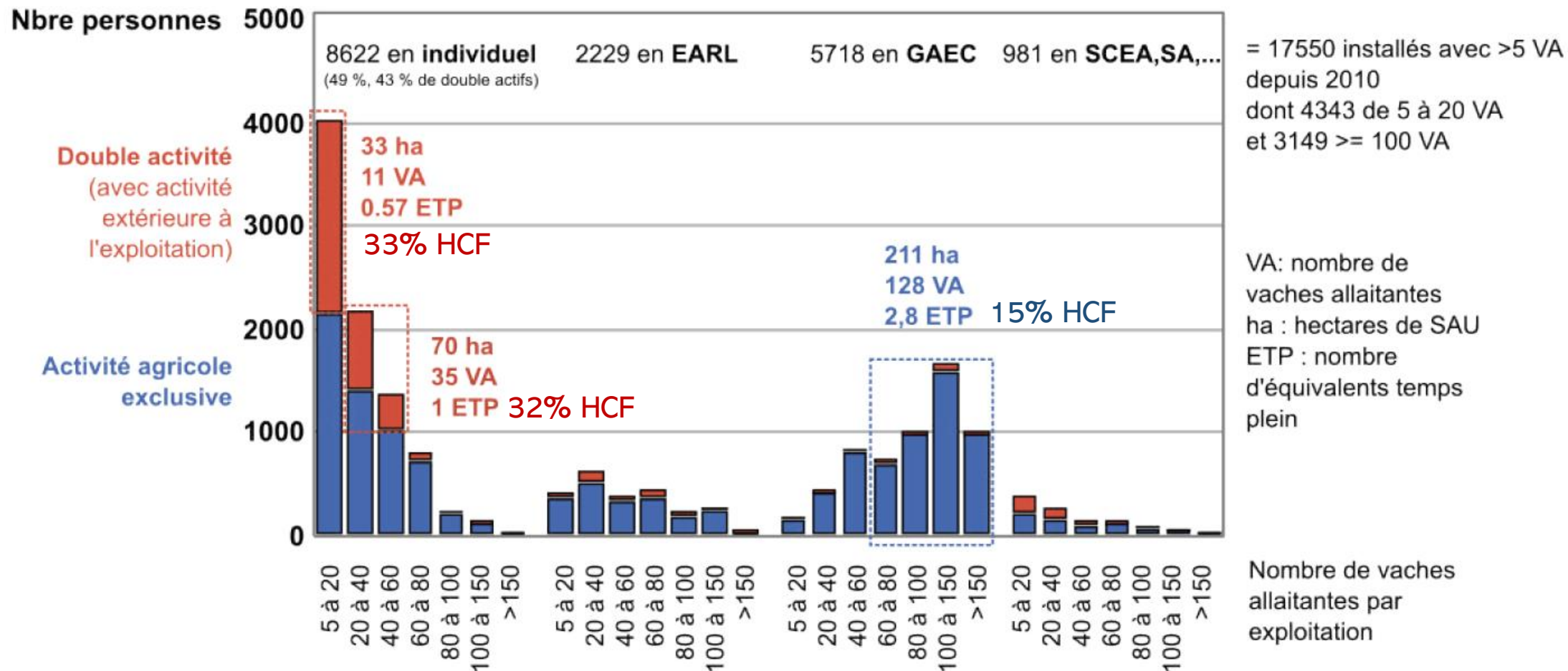
Source : INRAE- SMART d'après Agreste RICA



DIVERSITÉ DES INSTALLATIONS AVEC VACHES ALLAITANTES, UNE SITUATION DUALE ?



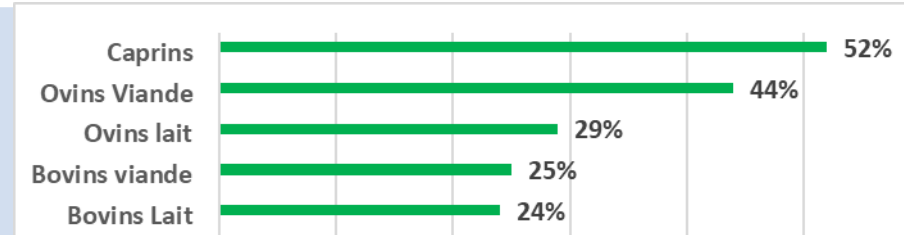
Figure 5. Répartition des installations depuis 2010 en exploitations non laitières avec vaches allaitantes selon la forme juridique, le nombre de vaches par exploitation, la part d'activité agricole. Illustration avec trois structures moyennes à l'installation.



Source : Agreste – Recensement agricole 2020 – traitement Institut de l'Élevage.

Pour faciliter le renouvellement des actifs non salariés en élevage:

Augmenter la part de **Hors Cadres Familiaux**, en favorisant des démarches progressives et le droit à l'essai/l'erreur pour les formes sociétaires

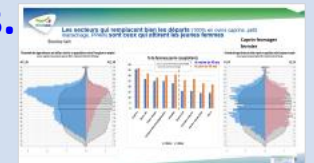


Faciliter encore les **insertions progressives à partir d'un statut de salarié** (dans ou autour des exploitations, y compris service de remplacement) ou d'**apprentis**

L'apprentissage forme plus au métier d'éleveur (18,5% sont devenus agriculteurs dont 15% éleveur) **que de salarié agricole** (14% dont 9% en exploitation avec élevage). [MSA 2010-2020]
En élevage, la **porosité est plus forte entre les statuts de salariés et (co)exploitant.**

Rendre le métier plus attractif pour **les jeunes femmes** et susciter l'intérêt de l'autre moitié de la population active française

Les secteurs qui remplacent bien les départs sont ceux qui attirent les jeunes femmes.

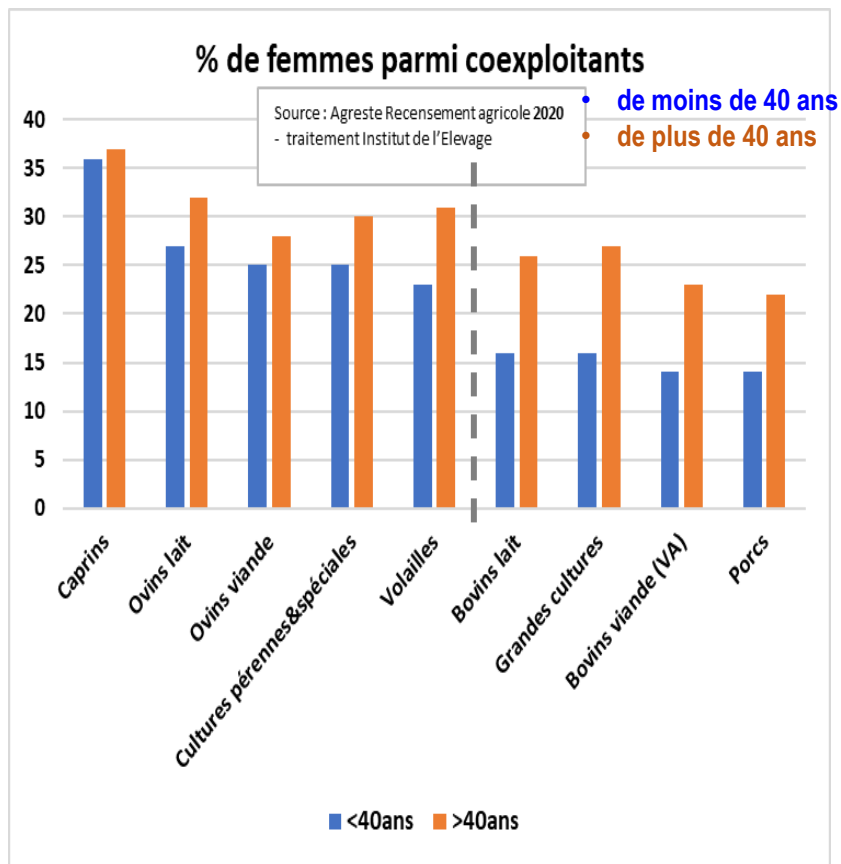
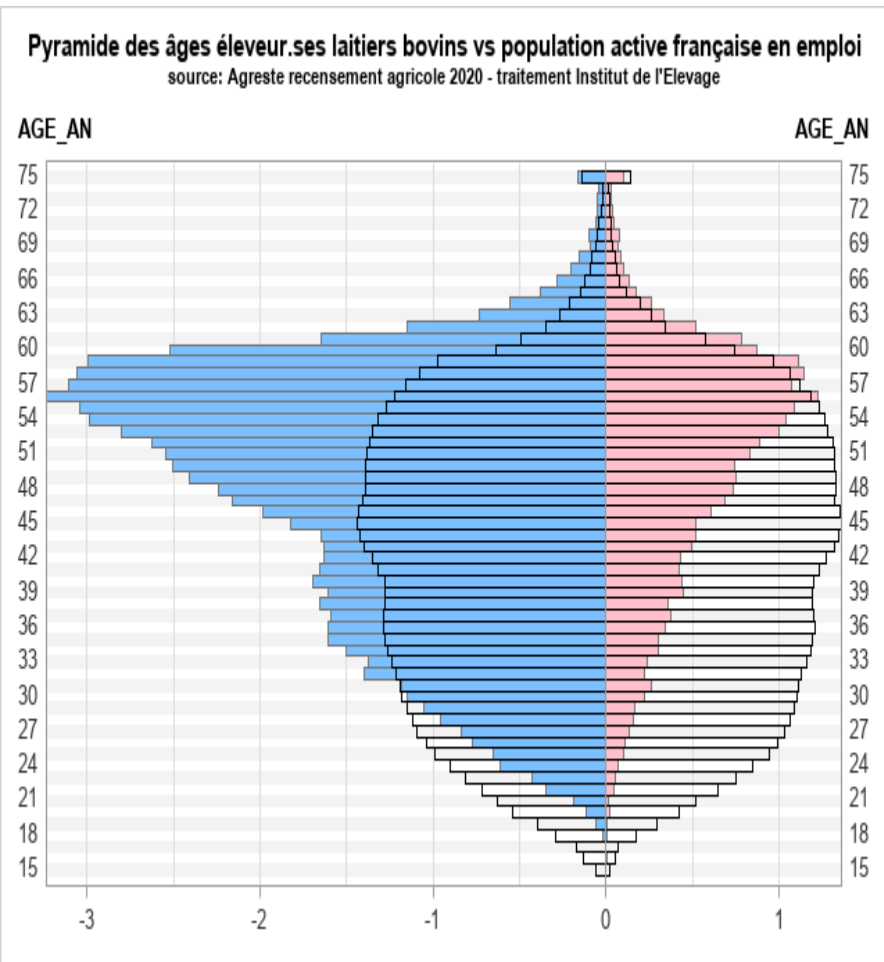


Reconnaître et conforter les exploitations en **double activité** (avec activité extérieure) avec logique agricole et gestion autonome

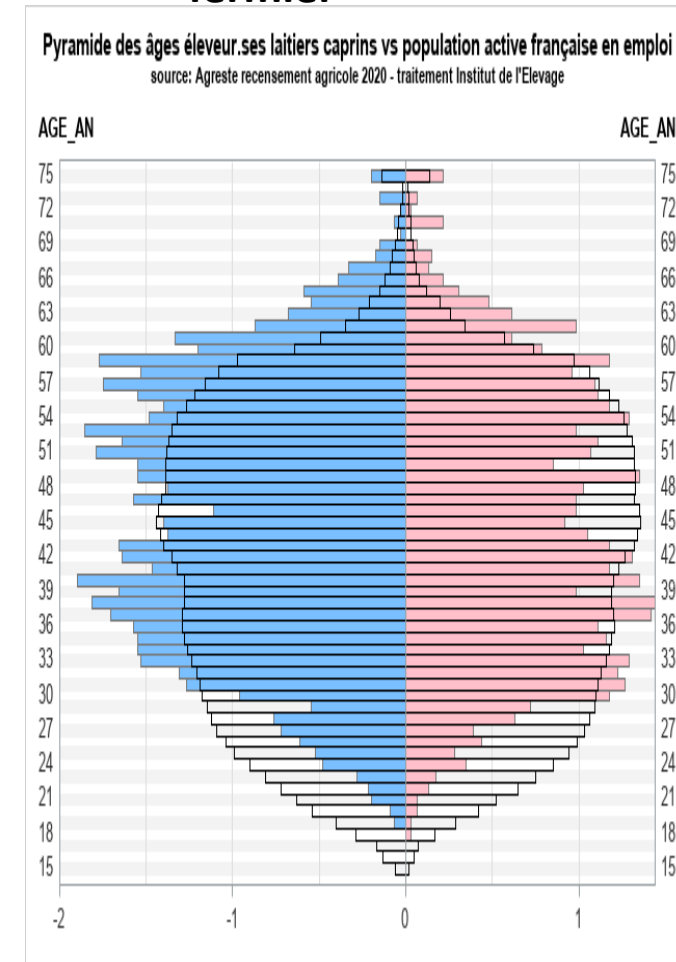
Près d'une installation individuelle sur 2 en bovins viande et ovins viande avec double activité.
(NB 58% des installations MSA en grandes cultures aussi, 3/4 avec activité agricole secondaire)

Les secteurs qui remplacent bien les départs (100% en ovins caprins, petit maraichage, PPAM) sont ceux qui attirent les jeunes femmes

Bovins lait

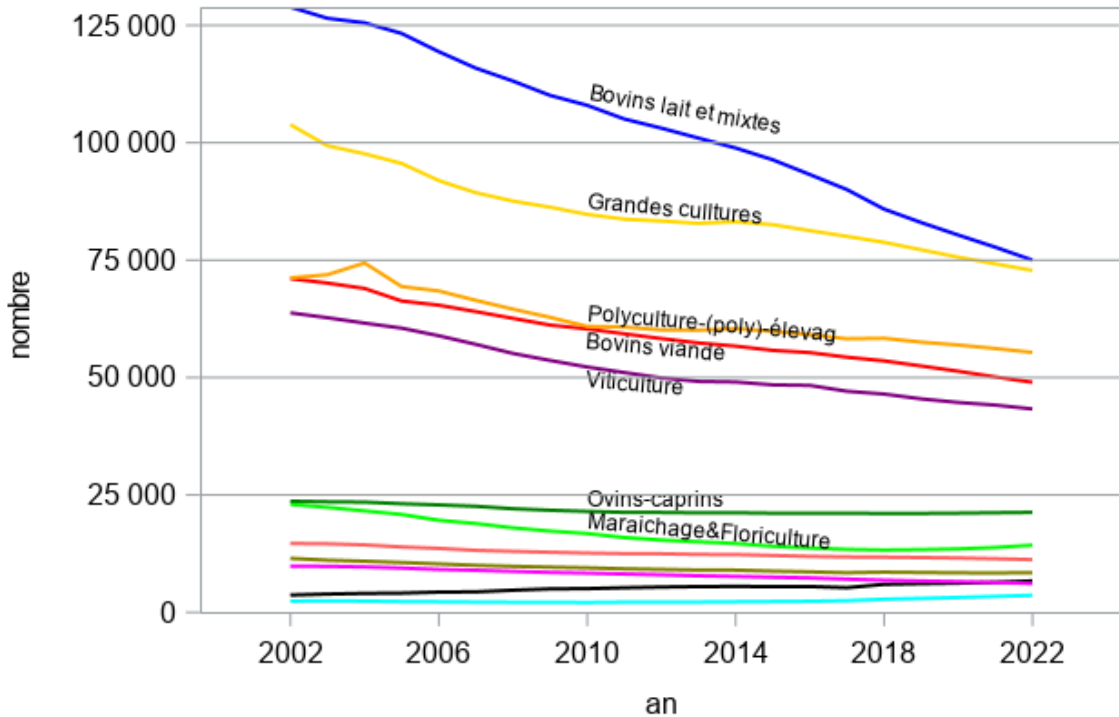


Caprin fromager fermier



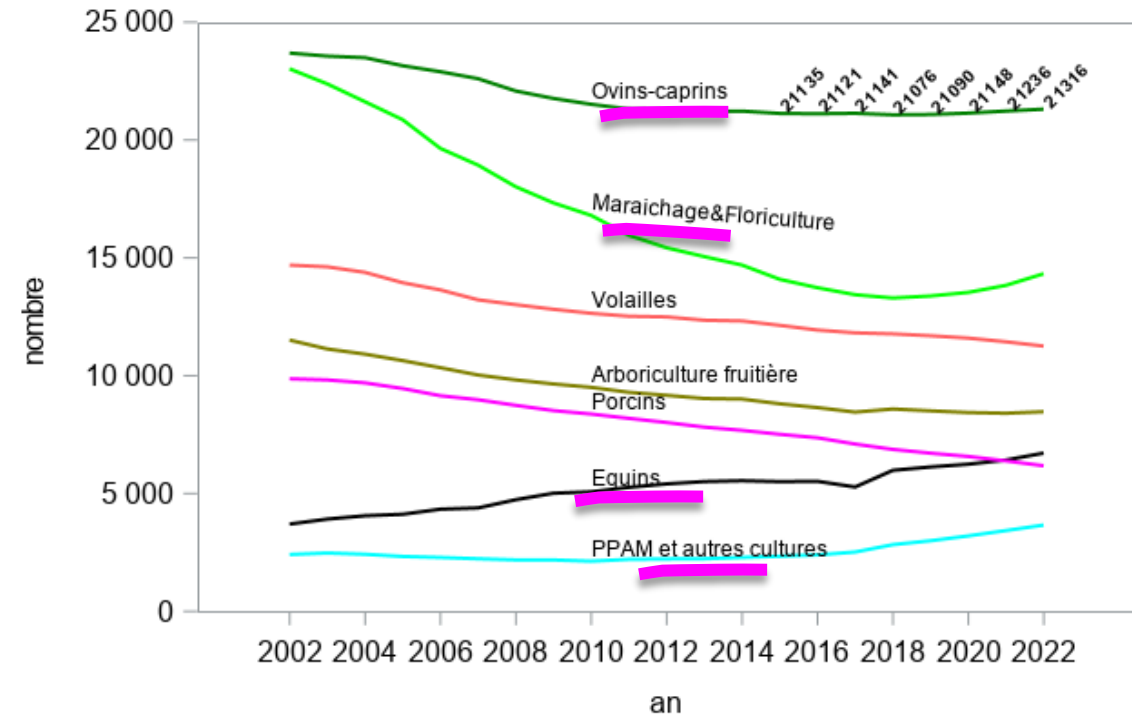
Vieillesse, non remplacement des départs. Une érosion marquée du nombre d'agriculteurs dans les grands secteurs.

Evolution du nombre de chefs (tous coexploitants au sens MSA) par secteur (ATEXA)



source: Institut de l'Élevage d'après MSA

Evolution du nombre de chefs (tous coexploitants au sens MSA) par secteur (ATEXA)



source: Institut de l'Élevage d'après MSA

Renouvellement ?

Des générations ? Des actifs ?

De la production ? Des modèles de production ?

- **« banalisation » du métier**
installations tardives, départs précoces, carrières courtes
- **Une « génération » sur le départ remplacée par une diversité d'actifs**
(dont salariés et apprentis, qui peuvent devenir associés ou repreneurs; HCF/NIMA)
- **« Les agriculteurs : de moins en moins nombreux et de plus en plus d'hommes »**
(INSEE,2021)

- **Un débat protéiforme qui cache un double décalage:**

- **Entre les souhaits des nombreux « candidats à l'installation » et l'offre de fermes ou de plus en plus souvent de places (dans une forme sociétaire) à reprendre**
- **Entre les projets agricoles des installés récents et les attentes des filières longues pour approvisionner les outils de transformation, alimenter la population française, voire exporter.**

LIVRE BLANC 2023

27 propositions organisées en 3 thèmes

- **Mieux accompagner, mieux conseiller et mieux former**
 - 8 propositions
- **Encourager la transmission et faciliter l'installation sur le plan juridique, fiscal, réglementaire et économique**
 - 10 propositions
- **Recréer du lien entre l'élevage et la société**
 - 9 propositions



Pour en savoir plus

Confédération Nationale de l'Élevage, 2023. Livre blanc. Le renouvellement des actifs en élevage bovin, ovin, caprin. [Rapport, février 2023, 59 pages.](#)

Institut de l'Élevage, 2023. Eleveur de ruminants : L'attractivité du métier en question. [Dossier Technique de l'Élevage, 7, 55 p.](#)

DEPEYROT, J.-N., PARMENTIER, M., & PERROT, C. (2023). Élevage de ruminants : vers une pénurie de main-d'œuvre ?. [INRAE Productions Animales, 36\(1\), 18 p.](#)



Mickaël Lardenois – 02 octobre 2023

àvenir Elevages

Animaux - Territoires - Alimentation - Société

**Dynamiques d'installations en élevage :
analyse des points de vue des acteurs
du système socio-économique d'un territoire**

Deux niveaux d'analyse

- Analyse transversale à l'échelle des 13 **régions**
- Analyse détaillée à l'échelle de **territoires** porteurs d'une identité ou d'un projet
 - **Sud-Est Finistère**
 - **Parc National de Forêts (Haute Marne et Côte d'Or)**
 - **Bourbonnais (Allier)**

Capter la vision des acteurs qui ont un rôle sur l'installation
Tirer des enseignements et axes d'approfondissement



Analyse transversale des régions

13 fiches régionales

Plusieurs axes d'analyses transversales

- Dynamiques d'installations
- Profil et projets d'installations
- Freins, leviers à l'installation
- Réseaux d'acteurs et moyens à disposition
- Salarariat

-> Exemple d'un frein évoqué systématiquement : « accès au foncier »

- Concurrence des agrandissements (10 régions).
- Un prix élevé du foncier (7 régions).
- Problèmes relationnels entre propriétaires et porteurs de projets (5).
- Aides surfaciques PAC accusées d'exacerber la concurrence (1).



Etat d'avancement à l'échelle des territoires : Cas du Sud-Est Finistère

➤ Diversité de points de vue et d'actions parmi les acteurs

Les thématiques de **formation** et de **financement** semblent être à la **base** des actions menées par beaucoup d'acteurs.

D'autres acteurs mènent des actions plus **spécifiques**, par exemple, sur le **foncier** ou la **commercialisation**.

En recoupant ces données avec les points de vue des acteurs sur la diversité des installations :

-> Les acteurs intervenant sur des **étapes spécifiques** des installations semblent davantage décrire les **dynamiques** d'installations comme étant **faibles** tandis que les acteurs menant un **accompagnement plus complet** semblent décrire les **dynamiques** d'installations comme étant plus **positives**.

-> *Hypothèse* : Les acteurs intervenant sur des actions spécifiques ne leur permet pas d'avoir un regard sur l'ensemble des installations du territoire ? Alors que les accompagnateurs « généralistes » sont plus en capacité d'avoir une vision exhaustive ?



- **Pour en savoir plus:**
- **Webinaire** de restitution le **08 décembre 2023** (10h-12h).

Merci pour votre attention.



Politiques Foncières et initiatives foncières innovantes en Europe

Principaux enseignements du projet RURALIZATION

William LOVELUCK, Terre de Liens
COPIL RENOUER – 7 décembre 2023



"The project RURALIZATION has received funding from the European Union's Horizon 2020 research and innovation programme under grant agreement N° 817442."

The opinions expressed in this document reflect only the author's view and in no way reflect the European Commission's opinions. The European Commission is not responsible for any use that may be made of the information it contains.

Le projet de recherche RURALIZATION

Cadre conceptuel et analytique de RURALIZATION

1) **Analyse prospective** du monde rural et des attentes des nouvelles générations à l'égard de la vie rurale

2) Analyse des **nouveaux entrants**, des **néo-ruraux** et des **repreneurs familiaux** dans les zones rurales

3) Analyse des questions liées à **l'accès à la terre** pour la régénération rurale et le renouvellement des générations en agriculture

1) Analyse des **politiques foncières** qui favorisent les nouveaux entrants en agriculture et la régénération rurale

2) Étude des **marchés fonciers**, en particulier des tendances et des mécanismes qui influencent l'accès à la terre pour les nouvelles générations

3) Documentation, analyse et renforcement des **initiatives foncières innovantes** favorisant l'accès à la terre

Implication des parties prenantes, communication et diffusion des résultats

Recommandations politique au niveau local, régional et européen

Les candidats à l'installation non issus du milieu agricole face aux marchés fonciers et aux politiques foncières



Enjeux juridiques et enjeux liés à l'organisation des marchés fonciers

- Pas d'accès aux **transferts familiaux** de terres (la modalité principale de transfert d'usage)
- Confrontés à des **prix de la terre plus élevés** (même si l'accès au bail reste la principale voie d'accès à la terre)
- Accès à des **parcelles plus petites ou moins productives**
- Moins d'accès aux informations / **moins de temps pour agir sur le marché**
- Moins de **considérations pour leurs projets** par les institutions/administrations et parfois moins d'aides PAC (ex : maraîchage bio)

Enjeux concernant les profils des nouveaux entrants

- Un **expérience technique** moins conséquente
 - Moins de **capital financier**
 - Moins introduits dans les **réseaux sociaux agricoles**
- Mais :**
- Intégrés dans certains **réseaux extra-agricoles**
 - Souhaitant participer à la **transition des modèles agricoles**

Analyse des politiques foncières

1) **Rapports nationaux** sur les politiques foncières des **28 États membres** :

- *Régime foncier*
- *Dispositifs juridiques qui influencent directement les transactions foncières*
- *Dispositifs politiques qui influencent indirectement les transactions foncières (ex. exonérations fiscales)*
- *Dispositifs politiques qui offrent activement des terres aux agriculteurs (ex. banques foncières) et/ou qui régulent l'accès et la préservation des terres par le biais de la planification*

2) Analyse de **8 dispositifs juridiques et politiques sélectionnés**

Dispositifs juridiques et politiques en Europe (I)

- ▣ **Différents degrés de sécurisation des régimes fonciers**, avec une typologie de 3 types de baux :
 - 1) Contrat d'entreprise : liberté contractuelle totale
 - 2) Prise en compte de la spécificité du contexte agricole : fin de contrat en dehors de la saison des récoltes ; accès facilité aux tribunaux pour les deux parties
 - 3) Sécurité d'occupation de la terre, y compris pour les générations suivantes
- ▣ **Protection limitée des terres agricoles** (la priorité est souvent donnée au développement des villes et des infrastructures)
- ▣ La plupart des instruments **facilitent la consolidation des exploitations agricoles.**
- ▣ Quatre grands types d'instruments d'intervention directe, avec des succès variables :
 - 1) Le remembrement**
 - 2) La préemption des terres**
 - 3) L'acquisition « forcée » de terres
 - 4) Les processus de réforme foncière, y compris la redistribution et la restitution

Dispositifs juridiques et politiques en Europe (II)



- ▣ Peu d'instruments **visant à fournir un accès à la terre aux nouvelles générations**
- ⇒ **La combinaison de visions/programmes d'action territoriaux et d'outils spécifiques de politique foncière** peut donner de bons résultats, mais dans la plupart des contextes, l'accès à la terre pour les nouvelles générations **n'est pas une priorité.**
- ▣ **Les mécanismes fonciers** (systèmes de sélection des locataires ou des propriétaires des terres / régimes fiscaux) ne prévoient pas **d'accès préférentiel pour les jeunes agriculteurs ou les nouveaux entrants.**
- ▣ Les réglementations qui **protègent les terres de la concurrence internationale** (ex : pays de l'Est) **sans mesures visant à empêcher l'accumulation par les propriétaires fonciers nationaux** n'entraînent pas l'accès à la terre pour les nouveaux agriculteurs
- ▣ **Préemption peuvent être un moyen de réserver des terres aux nouvelles générations,** mais des dispositifs qui peuvent être contournés
- ▣ **Conclusion :**
 - ▣ Nécessité **d'améliorer les instruments existants** / de les généraliser
 - ▣ Combinaison des **instruments politiques actuels** ne suffisent pas à relever les défis du Green Deal et de la Vision Rurale ainsi que d'autres agendas actuels

=> **Les nouveaux entrants trouvent svnt les meilleures solutions à la question de l'accès à la terre en dehors des mécanismes classiques du marché et des politiques et dispositifs fonciers.**

Focus sur un dispositif spécifique : le stockage foncier par la SAFER (France)

- ▣ **Utilisé à des fins différentes :**
 - ▣ *Dans le cadre d'une convention avec une collectivité pour un **projet spécifique***
 - ▣ *Dans le cadre d'une **convention globale** (ex : avec CREG ou Dpt) afin de répondre à certains objectifs fixés par la collectivité : faciliter l'accès à la terre, préserver l'élevage, favoriser l'AB, etc.*
- ▣ La SAFER achète des terres lorsque l'opportunité se présente et les stocke (pour une période d'un an ou plus) **afin d'éviter les interventions rapides habituelles sur le marché foncier et de garder suffisamment de temps pour faire émerger un autre projet** sur les terres ciblées
- ▣ La collectivité **couvre les charges induites par le stockage** (coûts financiers, coûts de gestion de la propriété, etc.) et peut fournir une "garantie de bonne fin" (au cas où aucun acheteur ne serait trouvé)
- ▣ En général, la pleine propriété est transférée, mais un bail précaire peut être signé avec l'agriculteur avant d'organiser le transfert complet
- ▣ Le transfert peut également se faire vers un propriétaire foncier comme Terre de Liens ou vers un autre opérateur assurant la maîtrise foncière à moyen ou long terme.

Avantages et limites du stockage foncier



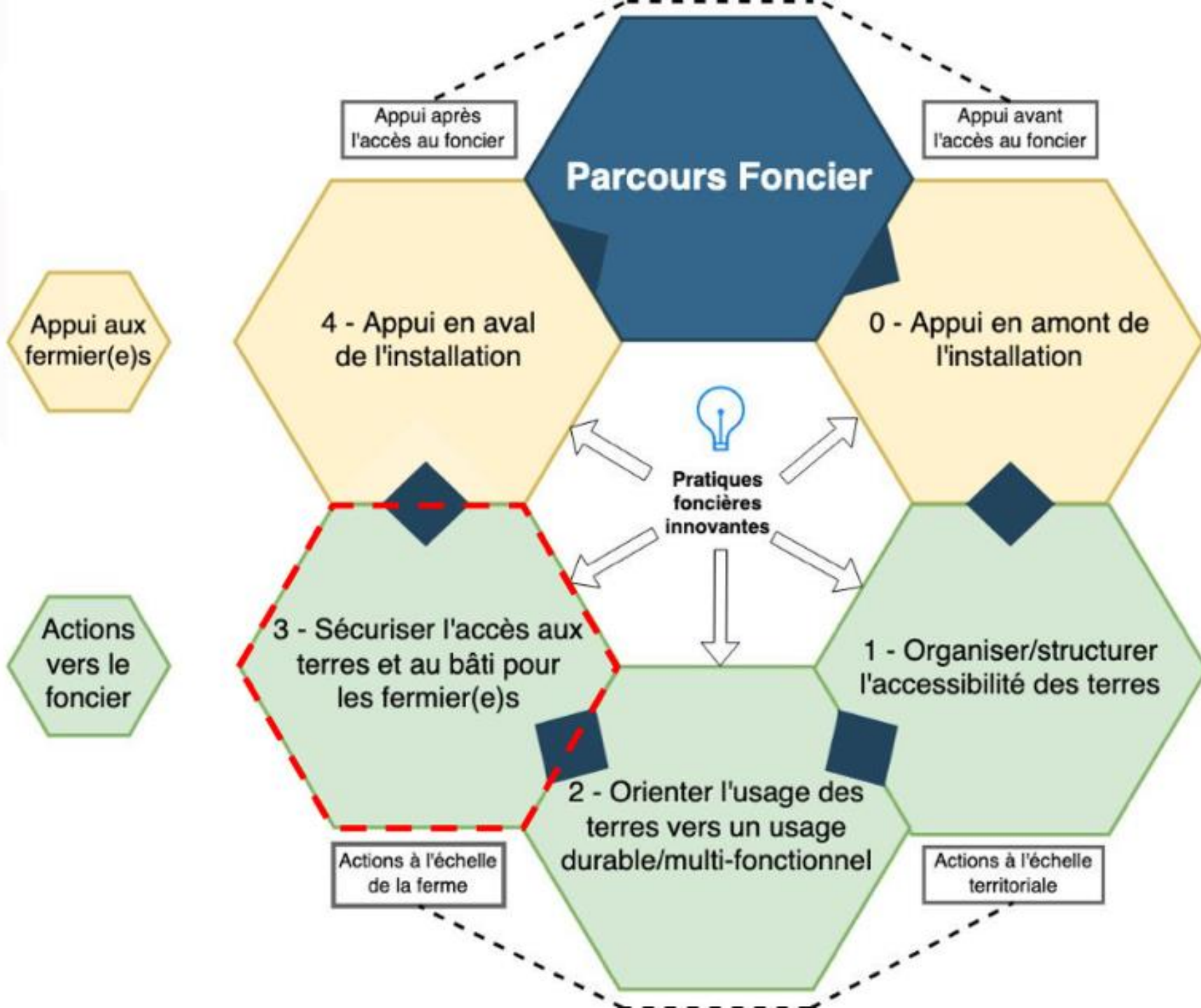
⇒ Ce dispositif est particulièrement intéressant :

- Pour l'installation de nouveaux agriculteurs **qui ne sont pas prêts au moment de la vente** (ex : ils finissent leurs études, n'ont pas encore réuni les fonds, etc.)
- **Pour contrôler la façon dont les terres sont utilisées.** ex. : poursuivre en AB sur des terres ou donner à la SAFER le temps de trouver l'agriculteur adéquat

⇒ Mais a des limites :

- Il dépend de la volonté des collectivités locales (pas d'incitation nationale dans le cadre réglementaire national)
- Il ne permet pas d'agir sur les transferts de baux (principal mode de transfert de l'usage des terres + les exploitations sont souvent en régimes mixtes)

- ▣ **Initiatives foncières innovantes** : processus visant à l'émergence de nouveaux modes de gestion des terres agricoles et à leur appropriation par des parties prenantes et la société
- ▣ **Accès à la terre** : au-delà du "droit" théorique d'accéder à la terre, il s'agit de la réalisation effective de cet accès et de son maintien sécurisé sur le long terme.
- ▣ **64 initiatives foncières innovantes** : initiatives émanant d'individus/d'exploitations individuelles ainsi que d'entités/réseaux/collectifs + avec plusieurs années d'existence (impacts visibles)
- ▣ **Limites de l'analyse** : surreprésentation de certaines régions (UK, FR, DE, BE, ES) et principalement liées au réseau A2L



Des innovations qui vont à l'encontre des tendances dominantes :

- Des innovations mises en œuvre dans un **contexte adverse** et dans des situations de **pouvoir asymétrique**, nécessitant, dans ce contexte, **de construire une légitimité** pour "attirer" différents capitaux et ressources.

⇒ *En effet, ces initiatives:*

- sont souvent menées **en dehors des politiques principales** (qui contribuent principalement à la dynamique de concentration des terres)
- participent donc à la **création d'un contexte différent** pour lequel de **nouveaux alliés sont recherchés** au niveau des gouvernances locales (et au niveau extra-territorial)

=> le capital humain et social est donc au cœur de leur développement

⇒ *Par conséquent, ils n'agissent pas sur tous les types de terres*

- Ex. **les terres publiques** représentent 20% des initiatives documentées (notamment en contexte péri-urbain)
- **OU** des terres utilisées par/ appartenant à des **membres des réseaux** connectés à ces initiatives

Des innovations qui entraînent un changement systémique :

- Qui modifient la façon **dont les terres sont considérées**
- Qui entraînent une **pluralité d'impacts** :
 - Sur la **production agricole** et la **création d'emplois**
 - Sur la **gestion des ressources naturelles**
 - Sur la **cohésion sociale et territoriale** (*une moyenne de 11 partenaires impliqués*)

=> Ils impliquent de nouveaux acteurs dans la gouvernance foncière et permettent d'articuler les différents blocs du "parcours foncier"

La nécessité d'utiliser toutes les différentes dimensions du changement d'échelle pour opérer un changement :

- Diffusion/adaptation **géographique** par le biais de communautés de pratique
- Considération **politique/institutionnelle**
- Changements **culturels** dans la gouvernance foncière

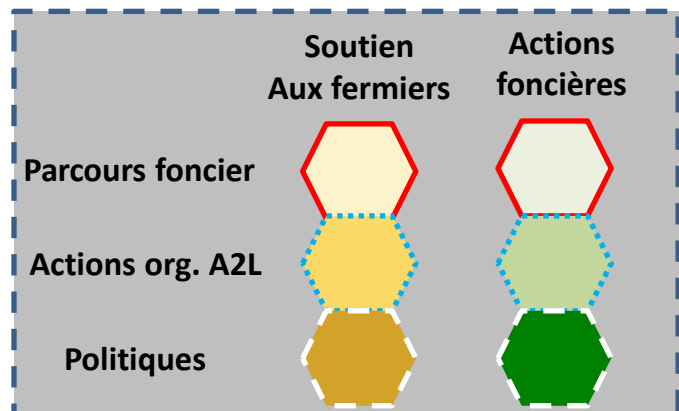
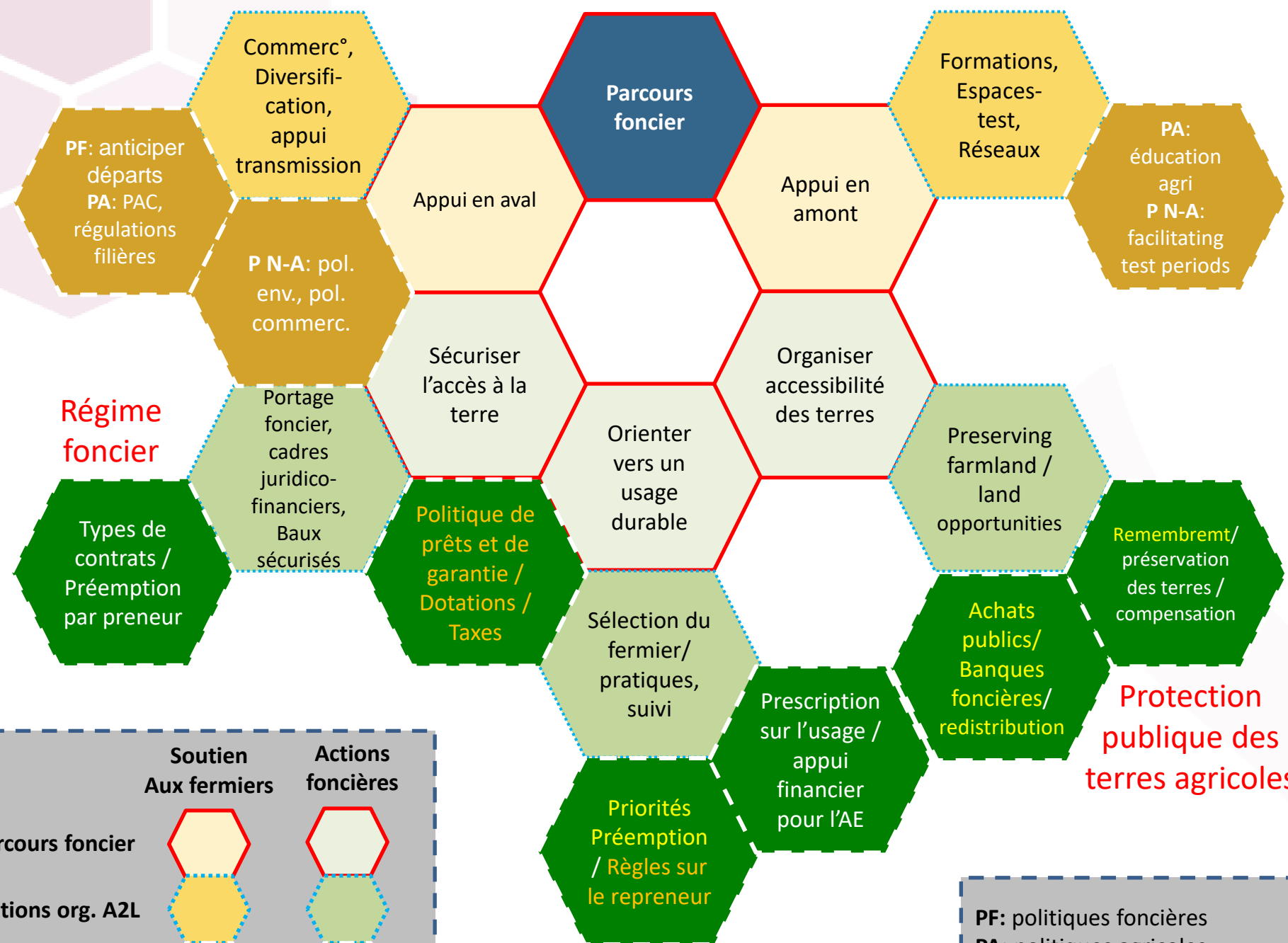
Changements politiques potentielles



Initiatives foncières innovantes :

5 principaux éléments pour les faire changer d'échelle

- 1) Des financements flexibles sur les enjeux émergents**
- 2) Soutenir le renforcement du **capital humain****
- 3) Adapter la régulation foncières aux nouveaux entrants**
- 4) Renforcer le rôle des **collectivités locales** pour promouvoir de nouveaux modèles agricoles**
- 5) Modifier le cadre de la **PAC** pour favoriser l'accès à la terre.**



PF: politiques foncières
PA: politiques agricoles
P N-A: politiques non-agricoles



RURALIZATION Grant Agreement No. 817642

D6.1 Typology of actions based on an analysis of current innovative actions and discussion with stakeholders



RURALIZATION Grant Agreement No. 817642

D6.2 Report on legal and policy arrangements in 28 member states Report



RURALIZATION Grant Agreement No. 817642

D6.3 Technical Report on Quantitative Analysis of Land Holdings and Land Market Trends, short hand out with main results Part A



RURALIZATION Grant Agreement No. 817642

D6.4 Report on selective qualitative analysis
which includes 8 selected legal and policy arrangements in selected countries, and analysis of results and a report on the discussion with experts



RURALIZATION Grant Agreement No. 817642

D6.5 – Report on novel land practices
Version 1.0



RURALIZATION Grant Agreement No. 817642

D6.6 – Report on focus group discussions in 10 other areas
Version 1.0



RURALIZATION

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

William Loveluck

w.loveluck@terredeliens.org



Freins à l'installation et leviers d'action. Identification progressive des points de consensus et de dissensus entre partenaires du projet RENOUER

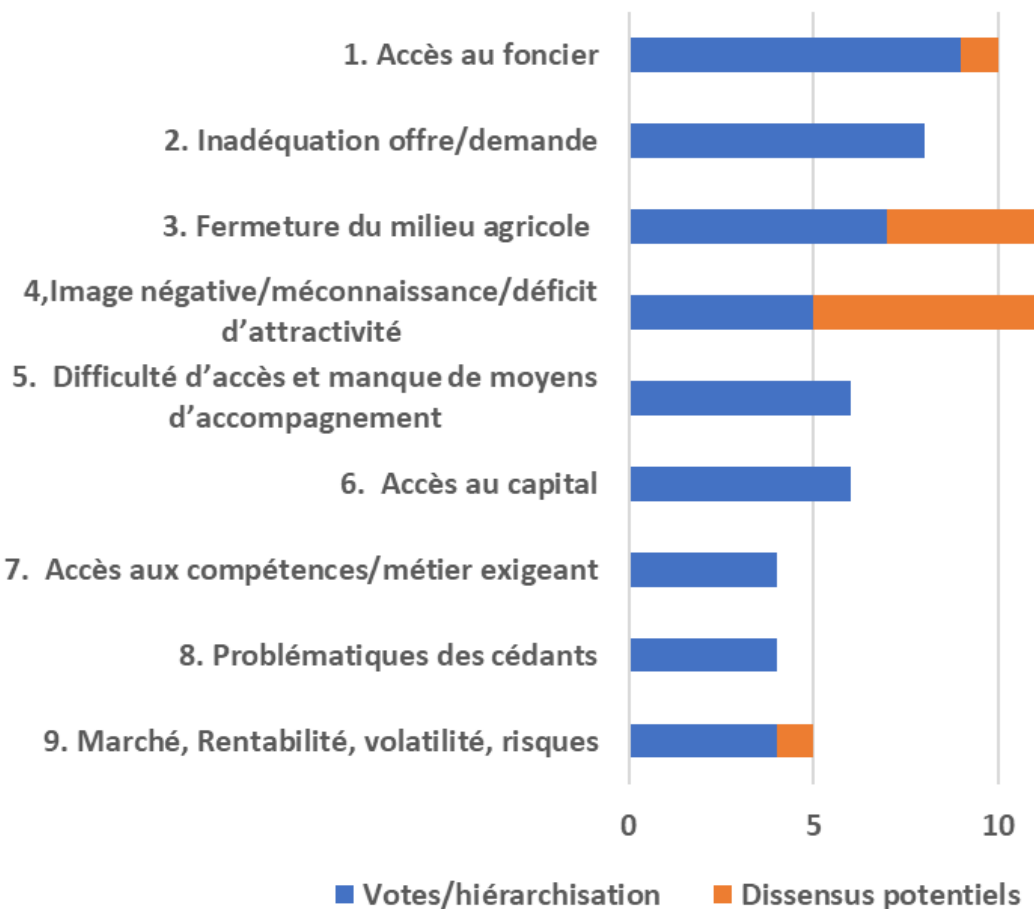
Christophe Perrot, Jade Ballot
Institut de l'Élevage

- Différentes définitions dont:
 - **Dissensus:** « démarche consistant à stipuler différentes opinions sans chercher à les opposer, ni nécessairement à les rapprocher. »
 - Le "**consensus**" signifie que, quelles que soient nos divergences d'idées et d'aspirations, nous percevons les mêmes choses et nous leur donnons la même signification« (Jacques Rancière)
- Éthique du dissensus. Christophe Pacific, 2008.
 - *A force d'habitude, l'exigence de consensus change le remède en poison. (...)*
*En cherchant l'unité, le **consensus** diabolise le conflit et cherche expressément à l'éliminer du fait de son chaos apparent.*
 - *Le **dissensus**, lui, en mettant la parole en tension, assure le lien fécond du vivreensemble. (...), garant d'une éthique d'ouverture.*
- **Expliciter les points d'accord et de désaccord pour être plus précis dans le diagnostic et les propositions.**

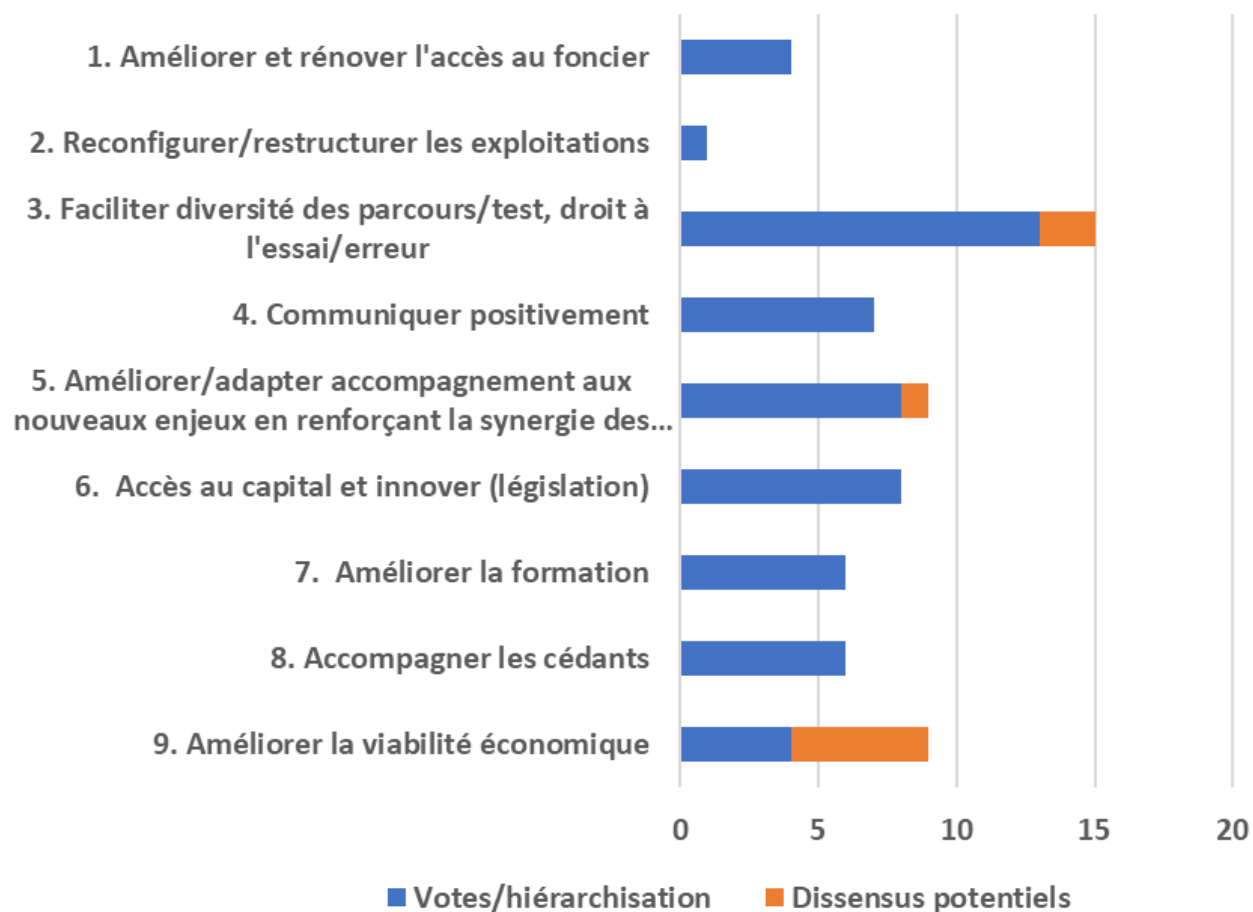


Résultat du remue-méninges entre partenaires du projet RENOUER

Les freins à l'installation



Les Leviers d'action



- **NIMA** : concept stigmatisant vs rappel utile des différences de dotation en ressources des différents types de PP
- **Agriculture; un problème d'Attractivité ou d'Accessibilité** ? Renouvellement « insuffisant » (non consensuel) lié à une faible attractivité du métier (image, rémunération, QVT) vs acces difficile aux facteurs (dont foncier, capital, ...) pour les nombreuses personnes intéressées par l'agriculture à des stades variés de leur parcours de vie
- **Innovant ?** Innovations **sociales et organisationnelles** pour accéder aux facteurs précités ? Ou plutôt dans des innovations (**nouvelles technologies, modes de production et de commercialisation**) qui renouvellent l'exercice du métier, redonnent du sens, peuvent améliorer l'attractivité ?
- **Activité agricole** parfois de subsistance vs **emploi agricole** permettant de vivre de son métier ? **Tous les projets dits agricoles relèvent-ils d'un accompagnement sur fonds public** ? Rôle des aides sociales i) au démarrage ii) parfois dans la durée vs aides agricoles à l'ha et pas à l'actif.
- **Déspécification économique** des activités agricoles ? Facilitation de développement de **projets individuels d'entrepreneurs agricoles vs enjeux collectifs** (dont alimentation) et **territoriaux** (dont multi-usage de l'espace)
- **Banalisation des métiers agricoles** (que l'on peut adopter et quitter à différents stades de son parcours de vie comme un autre métier ; installations tardives et carrières courtes choisies) vs **spécificité des secteurs en termes de capitalisation/investissements, risques économiques et psycho-sociaux**, et enjeux pour la **stabilisation des filières longues**.



- Entretiens semi-directifs bilatéraux avec structures partenaires RENOUER (individuel ou groupe)
- Objectifs :
 - Connaissances fonctionnement et organisation des structures ; et de l'écosystème de l'accompagnement à l'installation
 - Rôles dans RENOUER
 - Représentations et pratiques de l'accompagnement
 - Points de dissensus et consensus
- En cours de dépouillement et d'analyses

- Renouvellement des actifs, un sujet au cœur des échanges depuis des années, mais avec un manque de financement « *la sensibilisation ne suffit plus, il faut des financements* » et de temps d'accompagnement par candidat.es (moyens humains ? Pourquoi faire ?...)
- Le sujet de l'installation devrait être un **dossier prioritaire** des sujets agricoles car couvre une transversalité des enjeux ; **incertitudes** quant aux actions PLOA
- **Foncier** comme problème structurel ; contre l'agrandissement excessif des exploitations
- **Favoriser l'interconnaissance** entre partenaires RENOUER pour une meilleure **complémentarité** entre accompagnement des structures (quelles modalités et définitions de complémentarité ?)



→ Impossibilité d'avoir une compréhension binaire du débat mais quelques tendances :

Nima = rappel utile dans le processus d'accompagnement à l'installation :

- **Différences de capitaux** financier et patrimoniaux, de **connaissances** juridiques, de l'économie de marché, d'accès au foncier, de **savoir-faire**, de savoir-être (« les codes du métier »), de savoirs expérientiels, de réseaux et ressources sociales, et de dotation d'aides PAC (Nima souvent sur des petites surfaces et PAC aides à la surface) donc **besoins d'accompagnement spécifiques**
- Nima perçu comme « **étranger** » dans le monde agricole voire dans le milieu rural donc nécessité de garder cette notion pour faciliter l'accueil et intégration par l'accompagnement à l'installation
- Nima considérés par les acteurs comme « plus facilement porteurs de transitions écologiques, sociales, économiques et techniques » complexes à réaliser mais urgents au regard des enjeux actuels
*« Ces NIMA sont souvent porteurs d'un autre modèle, et donc pour eux, c'est comme **la double peine**, ils portent un modèle qui est déprécié et en plus ils sont jugés peu crédibles sur certains aspects, ainsi qu'étranger au milieu dans lequel ils veulent être (...) donc il faut leur accorder une attention particulière. »*
- **Réalités de terrain** dans l'accompagnement : *« Sur le terrain la distinction est faite donc ça serait peut-être se mettre des œillères que de se dire nous on va pas utiliser cette distinction parce que voilà, je pense que c'est peut-être une vue de l'esprit alors que sur le terrain, elle sera quand même faite. »*



- Nima, une utilisation de la catégorie à modérer dans le processus d'accompagnement à l'installation :

- De plus en plus de **diversité dans les profils et parcours de vie**, donc notion peu représentative des réalités, impossibilité de faire des typologies car représentations **subjectives** :

« Maintenant tu as presque autant de profils de gens que de façons d'imaginer l'agriculture, donc bon Nima...ouais je sais pas trop. »

« Demander comment et où tu es né (...) c'est un critère quand même assez intrusif. (...) et chacun l'interprète à sa façon. »

« Je dis pas de l'enlever mais je voudrai l'élargir parce que y'a aussi les issus du milieu agricole qui ont fait un parcours extérieur au monde agricoles, et qui n'ont pas toutes les clés en main quand ils veulent revenir s'installer, donc c'est pas des NIMA mais ils peuvent être perdus tout autant. »

- Plusieurs angles de **stigmatisation** repérés :

« Les Nima sont pas toujours pris au sérieux et légitimes à cause des idées reçues donc c'est vrai que ça peut être stigmatisant. » ;

« Moi je trouve que ça clive et que du coup les gens qui sont du milieu agricole, ils ont l'impression que ça leur est pas ouvert. Et quand on dit que l'avenir de l'agriculture c'est que les nouvelles idées viennent des NIMA, ça veut un peu dire par contraste que les gens qui sont issus du milieu agricole ne sont pas intéressants, n'ont pas d'idée et ne sont pas innovants ? »

- Notion à relativiser : un accompagnement porté par « les besoins est souhaitable en fonction des spécificités de certains profils » toujours plus diversifiés, mais qui ne devrait pas apparaître comme relevant explicitement « d'un accompagnement spécial Nima qui risque de cliver ».



- Attractivité ?

- Monde agricole relativement **fermé**

*« Je crois que c'est un des vrais problèmes de la profession, c'est sa **méfiance**, son regard presque critique sur ceux et celles qui veulent tenter leur chance »*

- Représentations négatives du métier véhiculés par les discours et réalités de vie des agriculteurs ; **autodévalorisation** de la profession

« La question de l'attractivité, je pense qu'on ne peut pas l'occulter, et parfois, ça vient même des agris qui disent à leurs enfants maintenant tu feras pas ce métier là. Il faut montrer qu'aujourd'hui pas tous les agriculteurs bossent jour et nuit. »

- Manque de valorisation des potentialités diverses d'exercices du métier

*« En fait le **salarial** c'est un métier qui est relativement invisible, qui est peu valorisé dans le milieu agricole et à l'échelle de la société, et qui mériterait d'être beaucoup mieux valorisé et pourrait donner envie à certains. »*

*« Souvent, les **doubles actifs ou pluriactifs** ils sont cassés parce que les autres considèrent que c'est de la concurrence déloyale et en fait il y a un conflit latent (...) on a beaucoup de mal à les reconnaître à leur juste valeur, et je pense que ça peut participer au manque d'attractivité du métier surtout quand on voit que l'agriculture ce n'est plus forcément le métier d'une vie. »*



- **Ecart de représentativité des profils**, ambitions et modes de vie des populations pouvant prétendre penser à s'installer en agriculture avec les dispositifs d'accompagnement

*« On a très peu de gens des quartiers plus populaires qui vont s'orienter vers le modèle agricole (...) alors que c'est une quantité importante **les jeunes des quartiers populaires** (...) l'intégration de tout le monde est centrale dans la question de l'attractivité. »*

*« Est-ce que l'accompagnement actuel ou les campagnes d'attractivité actuelles sont pas un peu à côté de la plaque, par rapport au fait que beaucoup de jeunes **sont sensibles à l'écologie, au genre** etc...(..) et l'intérêt pour les **modèles non hiérarchiques et ou peu hiérarchiques**. (...) Pour le moment le modèle agricole n'est pas dans cette dimension... je sais pas si à l'occasion de RENOUER on pourra discuter des chiffres sur les préoccupations des jeunes aujourd'hui. »*

*« La question du régime social et sa conséquence sur l'attractivité (...) on travaille sur les statuts **coopérateurs salariés** (...) qui permettrait de faciliter l'accessibilité mais surtout l'attractivité (...) c'est les SCOP, les SCIC par exemple (...) aujourd'hui certains font du bricolage administratif, c'est quand même un aspect important sur les enjeux d'attractivité, il y aurait potentiellement des **statuts à imaginer**. »*



- Accessibilité ?

- **Inadéquation** de l'offre et la demande

*« Il y a aussi dissensus sur le fait que les cédants sont ouverts à rencontrer des porteurs de projets, sauf qu'il n'y a pas les porteurs de projets qui correspondent à l'offre, donc il faut **améliorer la transmissibilité** pour donner une meilleure accessibilité aux nouveaux, mais c'est à qui de payer l'étude de faisabilité ? »*

- Un **endettement** au départ trop conséquent pour être accessible

*« Il y a la question de **ne pas s'endetter** et de ne pas être complètement pieds et mains liés avec les banques sur des acquisitions foncières trop lourdes qui peut effrayer si t'as des idées d'installations. (...) y'a pleins de gens qui n'ont pas accès au crédit bancaire parce qu'ils ne sont pas solvables soit disant, et du coup le fait de leur enlever le poids de l'acquisition foncière permet à des à des gens de pouvoir s'installer et a dépasser ce frein conséquent. »*

- Un relatif **manque de lisibilité** des démarches du processus d'installation

*« Ce qu'on appelle le **labyrinthe**, il est plutôt lié à la création d'entreprise globalement cad qu'aujourd'hui dans notre société on aime la complexité, l'administration... c'est vrai pour toutes les créations d'entreprises... sachant qu'en agriculture on rajoute le foncier et l'autorisation d'exploiter, les exigences européennes.. Je comprends que la vision des porteurs de projets à travers les demandes d'aides, du schéma des structures, de l'autorisation d'exploiter et la pluralité des acteurs... c'est dur d'y voir clair. »*



- Gouvernance ?

- Qui gère les **formations agricoles** ?

*« Le problème de l'attractivité est aussi auprès de **l'enseignement agricole** il reboucle avec ce qu'on disait tout à l'heure sur la gouvernance des instances agricoles, parce que tant que les présidents de conseil d'administration des lycées agricoles seront tenus par les présidents des chambres d'agriculture, ça sera compliqué d'avancer, on est sur des problèmes aigus de gouvernance, et ça va loin parce que ça rejaillit sur l'attractivité du métier. »*

- Différentes représentations de ce qui fait **professionnalité** agricole

*« On a abordé la problématique de la professionnalisation et peut-être **qu'il y aurait des vrais et des sous agriculteurs**, ça c'est compliqué à entendre pour moi (...) le fait que certains trouvent la légitimité de dire toi t'es un vrai toi t'es un faux, ça m'interroge beaucoup et je pense que ça peut desservir l'entrée dans l'agriculture pour certains profils qui se disent que c'est presque flippant ce monde là... »*

- La Dotation Jeune Agriculteur, un facteur limitant l'entrée dans l'agriculture ?

« J'ai l'impression qu'on ne connaît pas les critères d'éligibilité à la DJA, mais elles sont quand même très ouvertes donc juste moi ça m'intéresse de savoir qu'est-ce que ça veut dire que l'on restreint la porte à l'entrée ? Et qui la restreint finalement ? Qui la freine ? On nous a dit comme quoi on n'ouvrirait pas assez la porte aux personnes, qu'on leur faisait pas assez confiance, je ne vois pas à quoi ceux qui disent ça font référence... »



- Une banalisation des métiers complexe à imaginer

- En raison du type d'agriculture qui demande **un investissement financier** conséquent

*« C'est évident qu'une installation avec un investissement à je sais pas combien de millions d'euros on peut pas se dire je fais ça pour 5 ans quoi, y'a **très peu de métiers qui demande autant d'investissement**, donc dire que c'est un métier comme les autres j'y crois moyen. »*

*« S'il faut que tu fasses la traite 2 fois par jour, 365 jours par an, c'est quand même très violent par rapport au reste des métiers que tu peux faire en France aujourd'hui. On a beau parler de banalisation des métiers agricoles, il y en a qui **restent spécifiques surtout en élevage**, c'est indéniable. »*

- En raison de **l'essence** même de la profession

« Être agriculteur, c'est nourrir les hommes et les femmes de notre planète donc c'est pas un métier comme les autres. Dire que c'est un métier comme un autre, je pense que ça fait bizarre aux agriculteurs qui se sont endettés pour faire leur métier, c'est un changement de paradigme complet, quoi.



- Une banalisation des métiers agricoles souhaitable ?

- Un métier **choisi** et non subi

*« Nous ce qu'on aimerait bien, c'est que l'agriculture soit un métier entre guillemets comme un autre.(...) Quand quelqu'un s'installe comme médecin, on lui demande pas s'il est fils de médecin.(...) . Aujourd'hui les jeunes, ils sont en capacité de choisir leur métier, leur parcours, on aimerait bien que ce soit **le choix des personnes comme les autres métiers.** »*

- Une **temporalité** d'adaptation à l'environnement et aux pratiques professionnelles similaires aux autres secteurs d'activité

*« Y'a pleins de profession ou on dit oh c'est pas grave tu vas **apprendre avec le temps**, avec l'expérience, avec le partage de connaissances avec ton collègue, tu vas voir tu vas t'acclimater, donc pourquoi est-ce que dans la profession agricole on n'aurait pas ce genre de discours ? Pourquoi on croit que c'est directement un métier passion avec la dimension de l'innée ? »*

- Un métier offrant la possibilité de **s'en écarter**

*« Si on veut attirer aujourd'hui des nouvelles personnes et qu'il puissent se dire ok je veux bien me lancer dans cette aventure, mais laisser une possibilité **de changer de métier**, car aujourd'hui on voit bien que globalement on fait pas toujours un seul et même métier, et même chez les entrepreneurs. »*



- Vers une banalisation du monde agricole ?

- Une **ouverture des formations du para agricole** vers la possibilité de devenir agriculteur.ice contribuerai à la banalisation du métier

*« Moi je trouve pas ça déconnant que dans une prépa Agro on puisse être agriculteur chef d'entreprise de sa filière, c'est ce qui arriverait dans d'autres secteurs. (...) Par exemple, à Agro Paris Tech, y a des jeunes qui se sont installés mais ils se sont installés quelque part en claquant la porte et en dehors des schémas, mais ça pourrait être un schéma de dire moi **j'ai fait ingénieur et je vais reprendre une ferme**, et je veux pas travailler au Crédit Agricole, à la Chambre ou je ne sais quoi. Ce serait un bon moyen de dire ok c'est un métier plutôt comme un autre. »*

- La banalisation du monde agricole devrait s'effectuer par une **ouverture de ses instances décisionnaires**

*« La profession agricole, elle fonctionne un peu en huis clos, en autocontrôle. (...) La représentation d'intérêt agricole n'est portée que par des acteurs agricoles eux-mêmes. (...) ça crée une inertie quand même forte, une rigidité sur l'identité de qui peut s'installer, de qui peut parler de l'agriculture légitimement. (...) ça peut être un autre dissensus, l'histoire de qui a le droit de participer aux décisions et aux orientations. (...) L'installation agricole et l'agriculture **ne doit pas rester essentiellement entre les mains du monde agricole, mais aussi des citoyens**, c'est peut-être en ça qu'on peut parler d'une banalisation voulue, je sais pas. »*



- L'accompagnement à l'installation semble être au cœur des dissensus, un constat relativement amer pour certains

- Un marché de l'accompagnement à l'installation jugé **concurrentiel** (Cécile Gazo, 2023) et pas assez partagé

*« On est plusieurs à avoir des compétences différentes, il y a de la **concurrence**, notamment par rapport au fait que les chambres sont un service public d'accompagnement à l'installation. (...) On est pour travailler ensemble et coopérer ensemble et certains veulent le **monopole de l'accompagnement**. »*

- Les **Points Accueil Installation** cristallisent certains désaccords

*« Je n'ai pas confiance dans les chiffres qu'on nous donne en termes d'accueil, au niveau du PAI, je pense qu'il y a **un gap entre ce qui est raconté officiellement et ce qui existe réellement**. (...) Les PAI ça devrait être de la cogestion par les structures qui font de l'accueil et de l'accompagnement humain pas par ceux qui s'occupent des ressortissants déjà agriculteurs. »*

Un constat amenant quelques incompréhensions

- **Méconnaissance** des dispositifs par les structures

*« Y'a beaucoup de gens autour de la table **qui ne connaissent pas bien les dispositifs**, je suis pas vraiment d'accord avec la vision de 'il faut faire mieux et changer de modèle d'accompagnement car ceux qui existent ne permettent pas de répondre aux objectifs d'accompagnement' »*

- Qui semble dans une certaine mesure, émaner d'un **climat conflictuel historique**

*« Je pense qu'il y a encore des **a priori politiques**, mais je ne sais pas si c'est une totale réalité. On veut s'adapter à tout les porteurs de projet NIMA ou IMA, mais pour moi y'a encore des idées reçues qui bloquent l'avancement d'une coopération, et ça date depuis longtemps. »*



- Au cœur des divergences, une double posture d'aide à l'accompagnement

- Une posture considérée comme **descendante** et trop technique en amont de l'installation

*« Le modèle d'accompagnement agricole actuel, il est hyper **technocratique**, on sait ce qu'on fait, on décide parce que on est les sachant, on est les professionnels du milieu, on est les techniciens, donc c'est à nous de décider parce qu'on a la connaissance. (...) et poser cette divergence dans RENOUER, ça va pas être facile pourtant c'est un point important je pense. »*

- Et parfois **pas assez technique**

*« Après tu vois je ne sais pas si on a tous aussi la même notion de ce que sont les compétences techniques à donner aux PP, ce que je peux reprocher à certains conseillers de certains réseaux c'est qu'ils ne sont **pas assez pointus** (...) pour les éléments fiscaux, foncier, juridiques et techniques... »*

- Une posture d'accompagnement considérée comme plus **horizontale, hybride** et adaptée **en amont** de l'accompagnement technique

*« On fait **monter des citoyens en compétence** sur les enjeux parce qu'on considère que ça concerne tout le monde et qu'ils ont le droit de s'emparer de ces sujets. (...) L'important c'est la partie pratique chez un ou plusieurs paysans et donc on s'appuie sur cet **accompagnement de professionnels vers un futur professionnel** car ce sont les agriculteurs qui sont le plus à même de former les futurs paysans. »*

- Une posture considérée comme plus **réflexive sur la maturation** des projets

*« Nous le but c'est que les gens prennent leur **envol**, c'est pour ça qu'on parle de couveuse. (...) C'est un autre accompagnement, nous on est vraiment en amont dans la maturation d'un projet. »*



- L'autonomie des porteurs de projet en ligne de front d'un accompagnement, mais parle-t-on de la même représentation ?
 - Un accompagnant considéré comme **coach** personnalisé pour favoriser l'autonomie d'un chef d'entreprise
 - « C'est l'idée que la personne puisse s'attribuer et maîtriser les études pour avoir les compétences pour monter un **projet entrepreneurial** et devenir un chef d'entreprise. (...) on souhaite que la personne ai une idée de la résilience de son projet par rapport aux aléas qui ne sont pas toujours dans le plan stratégique (...) que les jeunes maîtrisent leurs indicateurs et fassent cette réflexion d'optimum pour intégrer ces questions de transition. »
 - Un accompagnant considéré comme outil de **l'exploration des moyens d'accompagnement**
 - « Pour moi l'accompagnement c'est donner **pleins de propositions et d'alternatives**, laisser un choix large au PP pour que le choix vienne de lui (...) pour qu'ils soient autonomes dans leur prise de décision dans un parcours professionnalisant, je tiens à le souligner. (...) C'est pas l'expert-comptable qui décide pour le paysan. »



**Merci pour votre attention et
vos réactions**